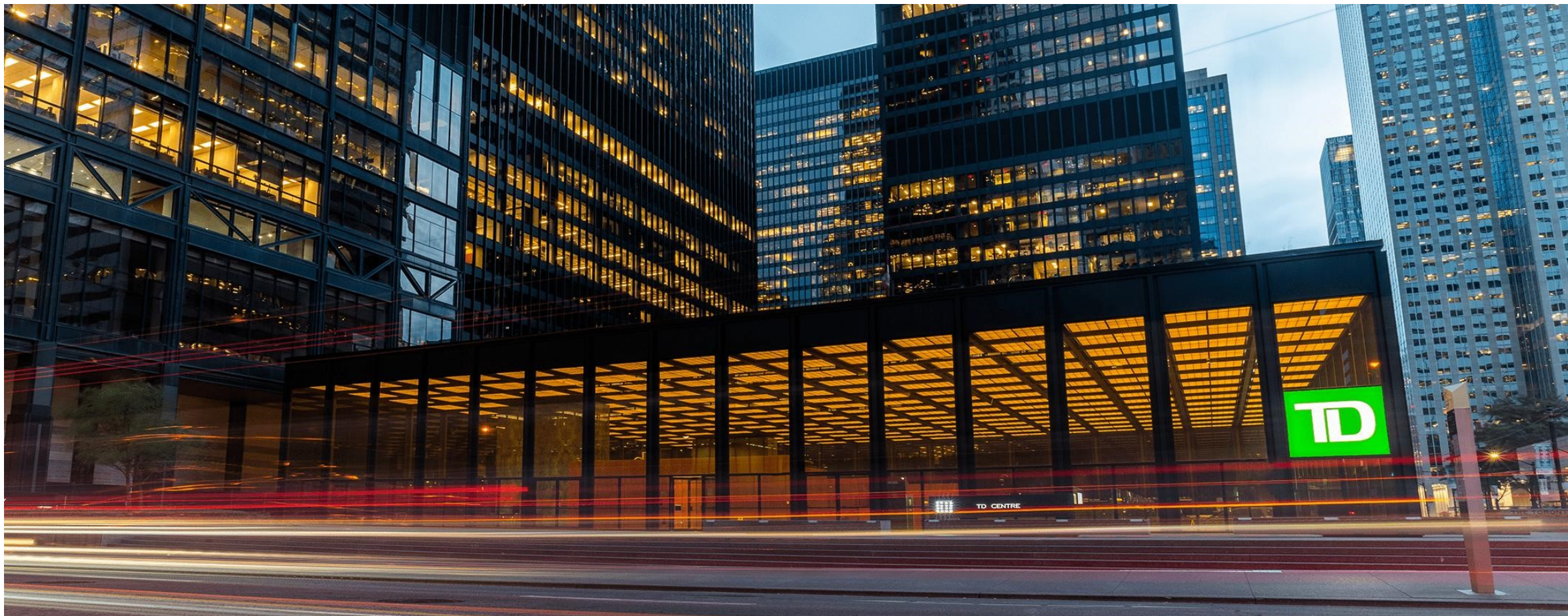




Présentation à l'intention des investisseurs

Groupe Banque TD – T1 2026



Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, présentés lors de la conférence téléphonique, ou figurant dans le rapport de gestion de 2025 du rapport annuel 2025 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », aux rubriques « Principales priorités pour 2026 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services Bancaire aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2026 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, les cibles et les engagements, les attentes en matière de rendement financier et les perspectives pour les activités de la Banque ou les économies canadienne, américaine et mondiale.

Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « suggérer », « aspirer », « s'efforcer de », « avoir confiance », « estimer », « s'attendre à », « planifier », « objectif », « s'engager », « cible », « horizon », « pouvoir », « possible » et « potentiel » et de verbes au futur ou au conditionnel, ainsi que d'autres expressions similaires, ou la forme négative ou des variantes de tels termes, mais ces mots ne sont pas les seuls moyens d'indiquer de telles déclarations. Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes, prédictions, prévisions, projections, estimations, cibles ou intentions avancées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique (notamment les risques liés aux politiques, au commerce et à la fiscalité ainsi que l'incidence potentielle de l'imposition de nouveaux droits de douane ou d'une augmentation des droits de douane ou de l'imposition de droits à titre de rétorsion); l'inflation, les taux d'intérêt et la possibilité d'une récession; les risques associés à la mise en place de mesures de redressement du programme de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA) aux États-Unis lié à la Bank Secrecy Act aux États-Unis et du programme de LCBA de la Banque; la surveillance réglementaire et le risque de conformité; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à court terme, notamment réaliser des acquisitions et des cessions, la capacité de la Banque à atteindre ses objectifs financiers ou stratégiques relativement à ses investissements, à la fidélisation de la clientèle et à l'élaboration des plans stratégiques; les risques associés à la convention sur le compte de dépôt assuré entre la Banque et The Charles Schwab Corporation; les risques liés à la technologie et à la cybersécurité (y compris les cyberattaques, les atteintes à la sécurité des données ou les défaillances technologiques) visant les technologies, les systèmes et les réseaux de la Banque, ceux des clients de la Banque (y compris leurs propres appareils) et ceux des tiers qui fournissent des services à la Banque; les risques liés aux données, le risque de modèle; les activités frauduleuses externes; le risque lié aux initiés, les risques liés à la conduite; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information et d'autres risques découlant de l'utilisation par la Banque de fournisseurs de services tiers; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois ou règles et de nouveaux règlements, de la modification des lois, règles et règlements actuels ou de leur application, y compris les lois et règlements sur la protection du consommateur, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité; le risque environnemental et social (y compris le risque lié au climat); le risque lié aux litiges et aux questions réglementaires; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et les nouveaux venus (y compris de la concurrence d'entreprises de technologie financière et autres grands concurrents technologiques); l'évolution des comportements des consommateurs et des technologies perturbatrices; la capacité de la Banque de recruter, former et maintenir en poste des talents clés; les variations des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de taux, des cours boursiers et des prix des produits de base; le déclassement, la suspension ou le retrait des notations attribuées par une agence de notation, les conditions du marché et autres facteurs pouvant influencer sur la valeur et le cours des actions ordinaires et des autres titres de la Banque; l'interconnectivité des institutions financières, y compris les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion de 2025, ainsi qu'aux sections sur le risque stratégique, de crédit, de marché (y compris les risques liés aux actions, aux marchandises, aux taux de change, aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit), les risques opérationnels (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité, aux processus, aux systèmes, aux données, aux tierces parties, à la fraude, à l'infrastructure et le risque lié aux opérations d'initiés et de conduite), les risques de modèle, d'assurance, de liquidité, d'adéquation en fonds propres, de non-conformité, de crimes financiers et d'atteinte à la réputation, ainsi que le risque environnemental et social figurant dans la section sur la gestion des risques du rapport de gestion 2025, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relativement à tout événement ou à toute opération dont il est question à la section « Événements importants » ou « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » dans le rapport de gestion pertinent. Les communiqués applicables peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/fr. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque. Il ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans ce document ou présentés lors de la conférence téléphonique, sont décrites dans le rapport de gestion de 2025 aux sections « Sommaire et perspectives économiques » et « Événements importants », aux rubriques « Principales priorités pour 2026 » et « Contexte d'exploitation et perspectives » pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires de gros, telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant).

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document, ou présenté lors de la conférence téléphonique, représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.



Groupe Banque TD

> **Aperçu du Groupe Banque TD**

> Nouvelles sur les produits de crédit

> Bilan et capitalisation solides

Groupe Banque TD

Nos secteurs d'activité

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires aux PME, services bancaires commerciaux, solutions aux commerçants et financement d'équipement

Services bancaires aux États-Unis

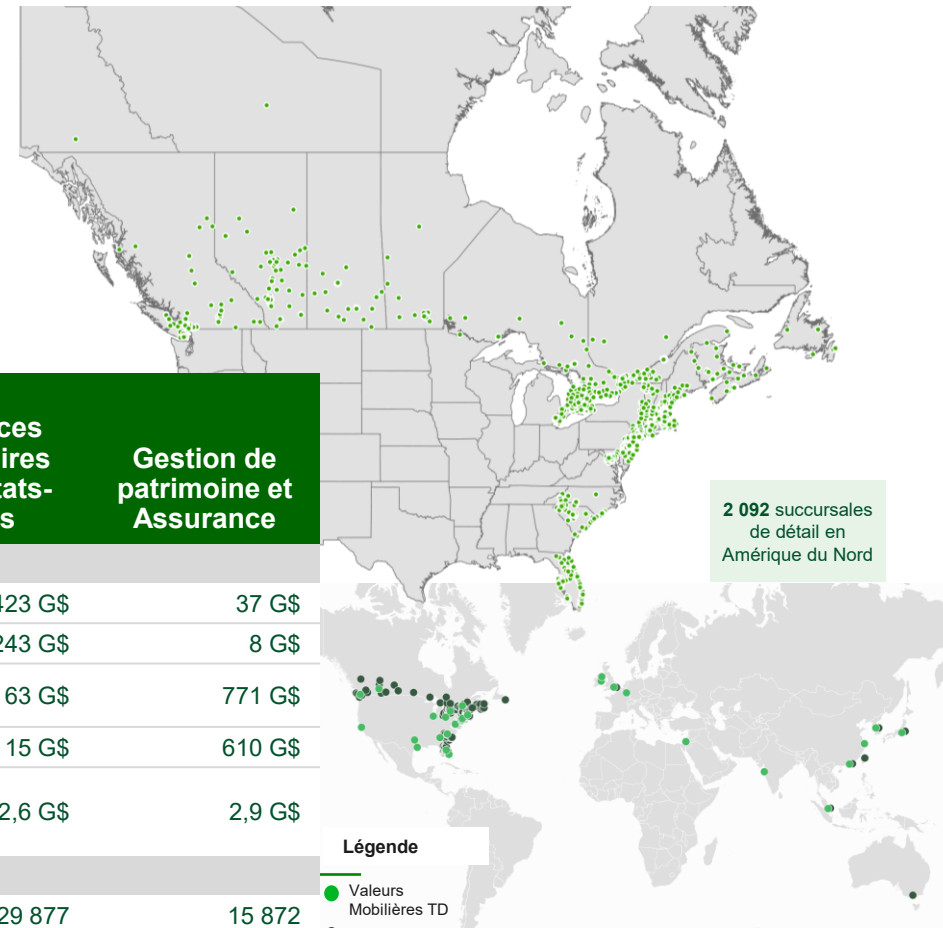
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux PME
- Services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements

Gestion de patrimoine et Assurance

- Autogestion, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurance habitation, auto, petites entreprises, assurance vie et santé

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris Toronto, New York, Londres, Tokyo et Singapour



T1 2026 (en \$ CA)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires aux États-Unis	Gestion de patrimoine et Assurance
Solidité financière			
Dépôts ¹	495 G\$	423 G\$	37 G\$
Prêts ²	615 G\$	243 G\$	8 G\$
Actifs administrés ^{3,4}		63 G\$	771 G\$
Actifs gérés ⁴		15 G\$	610 G\$
Résultat ⁵ (comme présenté)	7,5 G\$	2,6 G\$	2,9 G\$
Info réseau			
Employés ⁶	33 660	29 877	15 872
Clients ⁷	~16 M	>10 M	>6 M
Succursales	1 043	1 049	-
GAB ⁸	3 345	2 354	-
Utilisateurs des services mobiles ⁹	8,7 M	5,2 M	Non communiqué

Gestion de patrimoine TD exerce ses activités dans **684** villes en Amérique du Nord et **7** autres villes ailleurs dans le monde.
 Valeurs Mobilières TD exerce ses activités dans **30** villes dans le monde.

Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord

T1 2026 (en \$ CA, sauf indication contraire)	Groupe Banque TD	Classement au Canada ¹	Classement en Amérique du Nord ²
Total des actifs	2 099 G\$	2 ^e	6 ^e
Total des dépôts	1 245 G\$	2 ^e	6 ^e
Capitalisation boursière	212,7 G\$	2 ^e	6 ^e
Résultat net comme présenté (<i>quatre derniers trimestres</i>)	21,8 G\$	1 ^{er}	4 ^e
Résultat net rajusté³ (<i>quatre derniers trimestres</i>)	15,6 G\$	S. O.	S. O.
Effectif moyen en équivalent temps plein	104 841	1 ^{er}	5 ^e
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires⁴	14,5 %	1 ^{er}	1 ^{er}

Une banque nord-américaine d'envergure et diversifiée



Quatre grands secteurs d'activité

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Les Services bancaires personnels disposent d'un réseau de services de détail de premier plan, qui offre une gamme complète de produits et de services de dépôts, de placements, de paiements et de prêts.
- Les Services bancaires commerciaux sont une activité de premier plan axée sur les clients; ils offrent une expertise sectorielle approfondie, des conseils judicieux et un vaste éventail de produits et de services personnalisés pour répondre aux besoins des propriétaires d'entreprise.

Services bancaires aux États-Unis

- Comprend les activités des services bancaires personnels et aux entreprises et les activités de gestion de patrimoine de la Banque aux États-Unis.

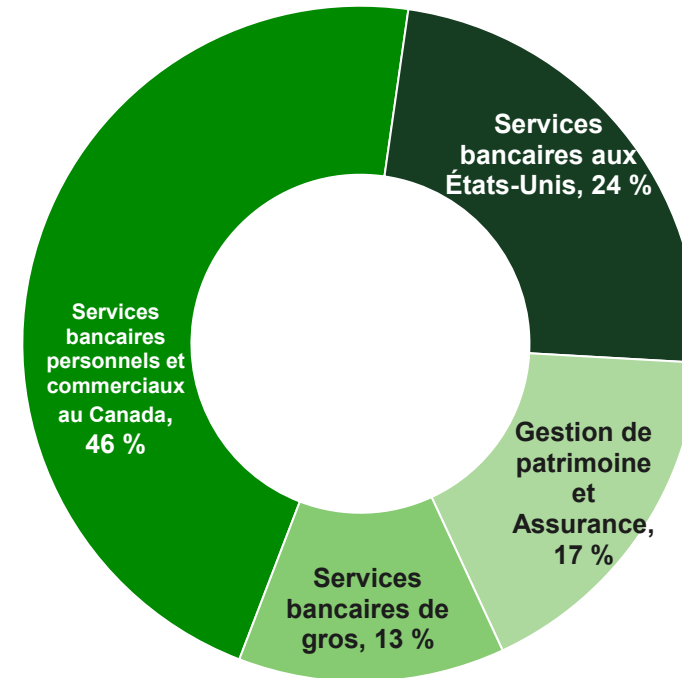
Gestion de patrimoine et Assurance

- Gestion de patrimoine offre des solutions de gestion de patrimoine à des clients de détail au Canada par l'entremise de services de courtage autogéré, de services-conseils et de gestion de placements.
- TD Assurance offre des produits d'assurance de dommages par l'entremise de canaux directs, ainsi qu'aux membres de groupes d'affinité, de même que des produits d'assurance vie et santé partout au Canada.

Services bancaires de gros

- Sous les marques Valeurs Mobilières TD et TD Cowen, le secteur Services bancaires de gros offre des services bancaires de marchés mondiaux et des services bancaires d'investissement et aux grandes entreprises à des sociétés, gouvernements et clients institutionnels.

Répartition du résultat comme présenté pour le T1 2026¹



Plus approfondies, plus rapides et plus rigoureuse

Relations approfondies

Au Canada, taux de pénétration record pour les cartes de crédit personnelles et pour PME

Pénétration des cartes bancaires aux États-Unis : +192 pdb sur 12 mois

Pour les Services bancaires de gros, services de courtage de premier ordre à grande échelle, lancement d'une offre de courtage de premier ordre synthétique aux États-Unis et en Europe

Plus simple et plus rapide

Nous avons déployé un assistant virtuel utilisant l'IA générative dans plus de 1 000 succursales au Canada

Lancement du déploiement initial d'une solution d'IA agentique dans le secteur du CGBI au Canada

Exécution rigoureuse

Assurer une gestion rigoureuse des coûts et une compréhension approfondie des coûts unitaires

RCP¹ +860 pdb (ajusté² +210 pdb) sur 12 mois dans les Services bancaires aux États-Unis et +530 pdb (ajusté² +430 pdb) sur 12 mois pour les Services bancaires de gros

Cibles à moyen terme (pour l'exercice 2029)³

~16 %

RCP
rajusté²

**7 % à
10 %**

Croissance du
RPA¹ rajusté²

Environ 5 à 10 %

Bénéfices avant impôts
et provisions⁴ rajusté²
TCAC¹ (%)

Positif

Levier
d'exploitation⁵
rajusté²

Mi-cinquantaine

Ratio d'efficacité rajusté²
(déduction faite des charges
afférentes aux activités
d'assurance, %)^{1,6}

Élevé

Ratio des fonds
propres de cat. 1
sous forme d'AO

**40 % à
50 %**

Ratio
dividendes/bénéfice¹

+75 pdb

Relation interne du
capital⁷ annuel
rajusté²

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada – Priorités stratégiques pour l'exercice 2026

Relations approfondies

Dépasser la croissance démographique canadienne en termes de nouveaux clients et être en tête pour ce qui est des services bancaires de base et la primauté

Approfondir les relations avec les clients au sein des SBC, des SBE au Canada et de Gestion de patrimoine

Transformation du parcours d'achat d'une propriété et de la conservation de produits CGBI grâce à la spécialisation et à la rapidité, tout en produisant de solides rendements

Accélérer la croissance des activités de carte de crédit en simplifiant les processus et en modernisant les politiques et la technologie

Élargir la distribution des SBE au Canada en investissant dans les banquiers de première ligne et en mettant l'accent sur les services bancaires axés sur les relations

Plus simple et plus rapide

Moderniser et automatiser les processus et les plateformes, et tirer parti de l'IA pour offrir des expériences efficaces, fluides et personnalisées

Offrir une expérience client plus simple et plus rapide pour l'intégration et les expériences mobiles

Tirer parti de l'intelligence artificielle et de l'automatisation pour améliorer les taux d'approbation automatique de Financement auto TD et des Services bancaires aux PME, tout en simplifiant les processus de crédit des SBE au Canada

Exécution rigoureuse

Tirer parti de l'automatisation, des outils numériques et de l'IA à grande échelle pour réaliser des économies et améliorer l'efficacité

Refonte des processus d'affaires clés et simplification des opérations afin de réduire les coûts

Assurer une gestion rigoureuse des dépenses en optimisant les ressources et en réduisant les dépenses des tiers

Favoriser la transformation de la distribution pour répondre aux besoins changeants des clients et créer des occasions de réinvestissement

Services bancaires aux États-Unis – Priorités stratégiques pour l'exercice 2026

Relations approfondies

Repenser le commerce de détail en se donnant la capacité de fournir des conseils grâce à des capacités numériques

Accroître les activités liées aux cartes bancaires et augmenter les occasions le partenariat avec Nordstrom

Accroître le taux de pénétration des clients bien nantis en augmentant le nombre de conseillers, en améliorant les recommandations et en adaptant les produits et services de placement

Accélérer la rentabilité des Services bancaires commerciaux grâce à des relations rentables et à l'élargissement du nombre d'agents principaux grâce au partenariat avec Valeurs Mobilières TD

Plus simple et plus rapide

Continuer de poursuivre les efforts de restructuration du bilan qui simplifient les activités

Déployer l'IA pour automatiser les processus opérationnels, améliorer la productivité et fournir des renseignements aux collègues de première ligne

Transformer l'architecture liée aux données et à la technologie pour offrir un environnement évolutif, infonuagique et modulaire

Exécution rigoureuse

Poursuivre les mesures correctives liées au programme de LCBA-BSA aux États-Unis et renforcer l'environnement de gouvernance et de contrôle

Améliorer l'efficacité en atteignant la cible de réduction des coûts

Optimiser le réseau de succursales, améliorer les coûts unitaires, restructurer les processus et réduire la valeur des dépenses auprès des tiers

Gestion de patrimoine et Assurance – Priorités stratégiques pour l'exercice 2026



Relations approfondies

Approfondir les relations avec les clients des SPBC, des SBE au Canada et de TD Assurance, et favoriser les recommandations de Placements directs aux Services-conseils au sein de Gestion de patrimoine

Élargir le bassin de conseillers au sein de Gestion de patrimoine en tirant parti des programmes d'acquisition et de perfectionnement des talents

Accélérer l'acquisition de clients de Placements directs grâce au lancement de la nouvelle appli NégociTitres TD et à l'amélioration des plateformes pour les investisseurs à long terme et les investisseurs actifs

Stimuler la croissance des fonds communs de placement et des actifs des FNB au Canada, ainsi que la croissance de la gestion d'actifs institutionnels à l'échelle mondiale

Stimuler la croissance dans les segments et les régions rentables du secteur de l'assurance grâce à l'excellence du marketing numérique et à la mise en œuvre de stratégies d'acquisition de nouveaux clients

Plus simple et plus rapide

Simplifier l'expérience client au sein de Gestion de patrimoine en déployant de nouvelles capacités de libre-service, d'intégration numérique et de provisionnement de comptes

Augmenter la capacité des conseillers de Gestion de patrimoine en réinventant les processus opérationnels et en lançant de nouvelles capacités numériques, en tirant parti de l'IA

Achever l'unification des offres discrétionnaires de Services privés, Gestion de patrimoine et réaliser des économies annualisées de 40 M\$

Introduire de nouvelles capacités d'IA destinées aux clients dans le secteur des assurances pour favoriser l'adoption des outils numériques libre-service et augmenter la portion numérique des opérations

Exécution rigoureuse

Réduire les coûts structurels de Gestion de patrimoine grâce à des initiatives de productivité, à la transformation de la distribution et à l'utilisation de l'automatisation et de l'IA

Renforcer l'environnement de risques et de contrôle en modernisant les infrastructures et en améliorant la gouvernance

Réduire les dépenses de base de manière durable pour le secteur de l'assurance grâce à la refonte des processus d'affaires grâce à l'IA et à l'augmentation de l'automatisation

Atténuer les pertes découlant des changements climatiques dans le secteur de l'assurance en gérant l'empreinte géographique et en offrant aux clients des conseils sur la réduction des risques

Services bancaires de gros – Priorités stratégiques pour l'exercice 2026

Relations approfondies

Renforcer les relations avec les clients en orientant les ressources vers les secteurs prioritaires

Continuer à simplifier et à améliorer la plateforme de transactions bancaires mondiales

Élargir notre gamme de produits à revenu fixe et faire progresser les capacités de négociation en ligne dans le secteur des Marchés mondiaux

Développer TD Prime Services en créant une plateforme mondiale intégrée dotée de nouvelles capacités

Plus simple et plus rapide

Continuer à simplifier la structure organisationnelle et à embaucher les meilleurs talents

Mettre à niveau des systèmes centraux pour simplifier les processus et moderniser l'infrastructure

Passer à un modèle de mise en œuvre agile et axé sur les produits afin de concevoir des outils plus intelligents qui simplifient les flux de travail

Investir dans les outils et la formation en matière d'IA pour favoriser la productivité

Exécution rigoureuse

Renforcer la gestion des risques et la conformité en augmentant l'agilité, en automatisant les processus et en améliorant les contrôles

Réduire les coûts grâce à la simplification des processus, à la modernisation de la technologie, à l'optimisation des immeubles et des fournisseurs, et à l'efficacité grâce à l'IA

Faire progresser une approche rigoureuse en matière de déploiement des capitaux en mettant l'accent sur les rendements des clients et en déployant le bilan de manière stratégique

Rendement au T1 2026

<p>Résultat net</p> <p>Comme présenté : 4,0 G\$ Rajusté¹ : 4,2 G\$</p>	<p>RPA</p> <p>Comme présenté : 2,34 \$ Rajusté¹ : 2,44 \$</p>	<p>Croissance des bénéfiques avant impôts et provisions¹ (sur 12 mois)</p> <p>Comme présenté : 31,0 % Rajustée¹ : 18,9 %</p>	<p>Total des actifs</p> <p>2 100 G\$</p>
<p>Ratio d'efficience</p> <p>Comme présenté : 52,8 % Rajusté, déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance¹ : 57,1 %</p>	<p>RCP</p> <p>Comme présenté : 13,6 % Rajustée¹ : 14,2 %</p>	<p>Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires²</p> <p>Comme présenté : 16,3 % Rajustée¹ : 16,9 %</p>	<p>Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires</p> <p>14,5 %</p>

Retour sur le T1 2026

Solides produits tirés des activités de négociation et des comptes à honoraires dans nos secteurs axés sur les marchés, croissance des volumes dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et accroissement des marges

Levier d'exploitation positif

Augmentation des PPC pour prêts douteux sur 3 mois, ce qui reflète un petit nombre d'emprunteurs dans divers secteurs. Aucun changement relatif aux prévisions en matière de PPC pour l'exercice 2026

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 14,5 %, avec une solide accumulation interne de capitaux rajustés et le rachat de 19 millions d'actions au T1 (dont 4 millions dans le cadre de la nouvelle OPRCNA)

Objectifs pour l'exercice 2026³

~13 % RCP rajusté ¹	6 à 8 % Croissance du RPA rajusté ¹	3 à 4 % Croissance des charges ⁴ rajustées ¹	Positif Levier d'exploitation rajusté ¹	40 à 50 pdb Ratio PPC ^{5,6}	+ de 13 % Ratio des fonds propres de cat. 1 sous forme d'AO
--	--	--	--	--	---

Réduction des coûts structurels à l'échelle de la TD

Programme de restructuration terminé

Taille du programme

- Charges de restructuration de 200 M\$ avant impôts (148 M\$ après impôts) au T1 2026
- Total des charges du programme de restructuration : 886 M\$ avant impôts

Répercussions sur les charges

- Pour l'exercice 2026, on prévoit des économies d'environ 500 M\$ avant impôts¹
- On prévoit des économies annuelles entièrement réalisées d'environ 775 M\$ avant impôts¹ (87 % d'économies réalisées)
- Accroissement de capacité à investir pour faire évoluer la Banque et favoriser les capacités
- Indemnités de départ pour les employés et autres frais liés au personnel, optimisation des immeubles, dépréciation d'actifs et autres rationalisations, y compris la réduction de certaines activités
- Réduction d'environ 3 % des ETP, y compris l'attrition et la réaffectation des talents

Facteurs favorisant les économies

Gestion des coûts rigoureuse

- Nous visons environ 2 à 2,5 G\$ en économies annualisées à moyen terme, dans le cadre de 6 initiatives clés liées aux coûts : 1) Transformation de la distribution, 2) Automatisation et IA, 3) Technologie et modernisation des données, 4) Approvisionnement, 5) Main-d'œuvre de prestation mondiale et 6) Modération des coûts²
 - Pour l'exercice 2026, on prévoit des économies d'environ 900 M\$ avant impôts (économies d'environ 400 M\$ en plus des économies liées à la restructuration d'environ 500 M\$)²

Mesures correctives liées à la Bank Secrecy Act et à la LCBA aux États-Unis¹

Les mesures correctives de la gestion, notamment en ce qui a trait à la démonstration de la durabilité, se poursuivront en 2026 et en 2027

2024

2025

2026

2027

2028

Validation et supervision d'audit interne et engagement relatif à la réglementation
À la suite de l'examen de surveillance et réglementaire, d'autres mesures correctives de la gestion qui seraient prises après 2027 pourraient être requises

Exemples de mesures prises :

- Déploiement de la première phase de la **nouvelle plateforme CVC** auprès de certains utilisateurs du secteur, permettant l'utilisation d'un seul profil **Connaissez votre client**
- Adoption d'une nouvelle méthodologie et de nouveaux processus d'évaluation des risques liés aux crimes financiers **fondés sur les données**
- Amélioration des procédures de filtrage des clients, y compris de nouvelles **capacités du système automatisées** pour l'intégration des clients

Exemples d'initiatives en cours

- Déploiement supplémentaire de la nouvelle plateforme stratégique **Connaissez votre client (CVC)**
- Poursuite du déploiement de **l'apprentissage automatique et de l'IA spécialisée**
- Efforts continus relatifs **aux examens rétrospectifs** exigés par les ordonnances sur consentement de l'OCC et du FinCEN
- Déploiement **d'environnements de données dédiés à la gestion des risques liés aux crimes financiers** pour soutenir les capacités de détection avancées
- **Formation et perfectionnement** continu des collègues

Les mesures correctives du programme de la Bank Secrecy Act et de LCBA aux États-Unis demeurent exposées à des risques et à des incertitudes, notamment en ce qui concerne l'examen du groupe de surveillance et l'approbation par nos organismes de réglementation, le FinCEN et le département de la Justice des États-Unis.

Remarque : Pour la Banque, les « mesures correctives de la gestion » comprennent l'évaluation des causes profondes, la préparation des données, la conception, la documentation, les cadres, les politiques, les normes, la formation, les processus, les systèmes, les essais et la mise en œuvre de contrôles, ainsi que le recrutement de ressources.

Utiliser l'IA à grande échelle et innover pour nos clients

IA

Objectif : générer une valeur de 1 G\$¹

Valeur cible à moyen terme¹

~500 M\$

Hausse des produits
annualisée

et

~500 M\$

Économies de coûts
annualisées

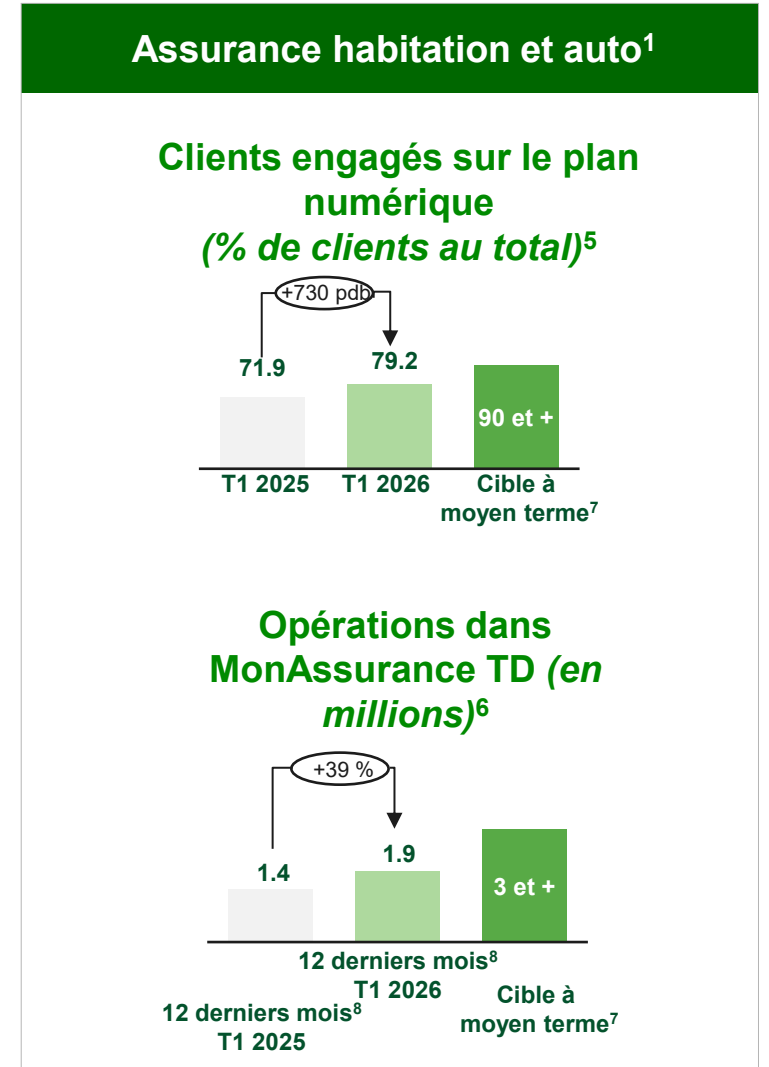
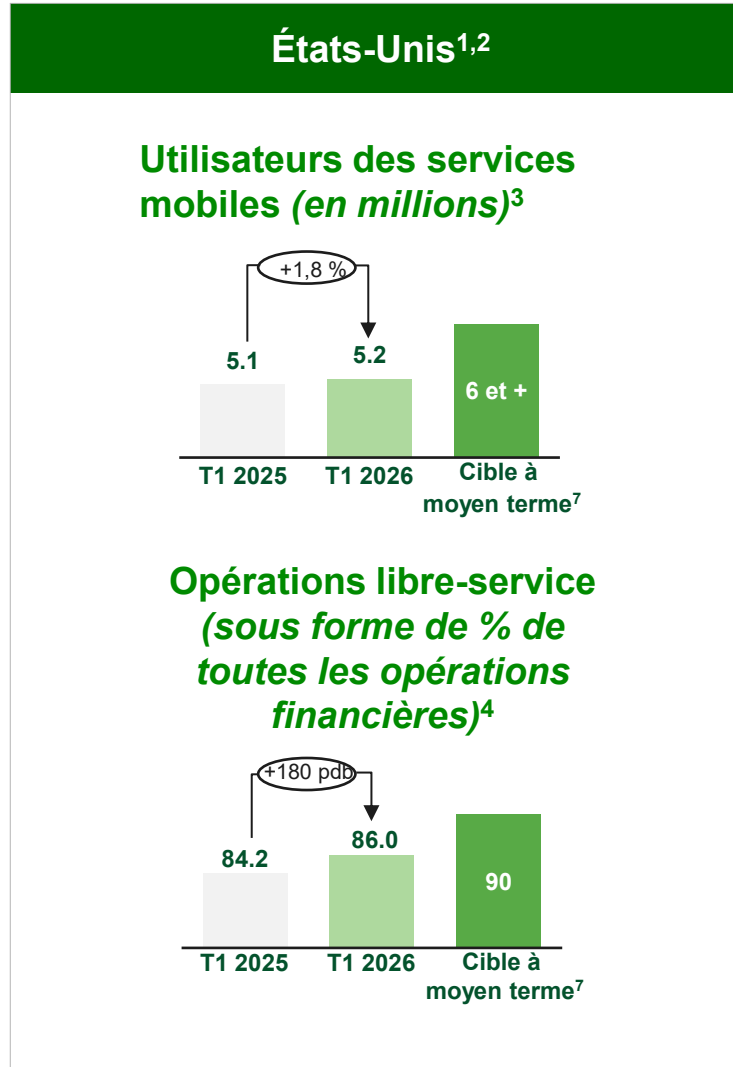
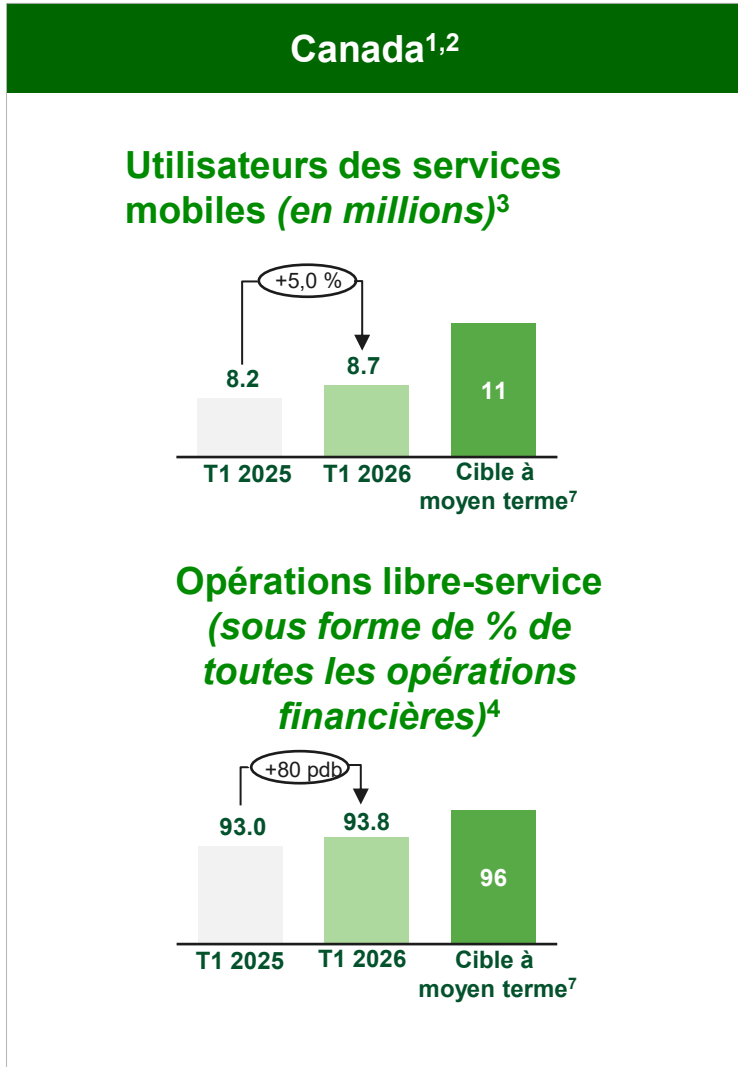
TD invente

TD Invent Notre stratégie stimule l'innovation à l'échelle de la Banque

- Services bancaires aux États-Unis propose désormais le service **Magasinez avec vos points sur Amazon** aux États-Unis pour les titulaires de cartes de crédit TD admissibles, leur permettant d'échanger instantanément leurs points lors du paiement sur Amazon.com.
- **KONEK**, développé avec les principales institutions financières canadiennes (dont la TD), et propulsé par Interac, offre une **solution de paiement en ligne** sécurisée et flexible. Elle est désormais disponible auprès de son premier commerçant national et de plusieurs petites entreprises².
- La TD est la première institution financière à se joindre à d'importantes entreprises à titre de membre financeur de **OIN 2.0.**, élargissant le modèle de concession croisée de brevets d'OIN au-delà des logiciels libres de Linux liés à l'IA, à la cybersécurité, à l'infonuagique et à d'autres nouvelles technologies³.
- Le **portefeuille de brevets** de la TD comprend maintenant 3 600 actifs, ce qui reflète un engagement de 20 ans en faveur d'une innovation rigoureuse à long terme.
- **Prix d'innovation Business Intelligence Group (BIG) 2026 :**



Le leadership numérique favorise un engagement et une croissance accrus



Faits saillants relatifs à la marque et à la durabilité au T1 2026



Annnonce d'une entente pluriannuelle avec Charm pour l'achat de crédits d'élimination de carbone



Achat d'une obligation de MassDevelopment d'environ 23 M\$ US pour favoriser l'accès à des logements abordables dans le Massachusetts



**TOP 100
GLOBAL BRAND**¹



Annnonce de l'expansion des services bancaires à frais modiques et sans frais pour les Autochtones au Canada

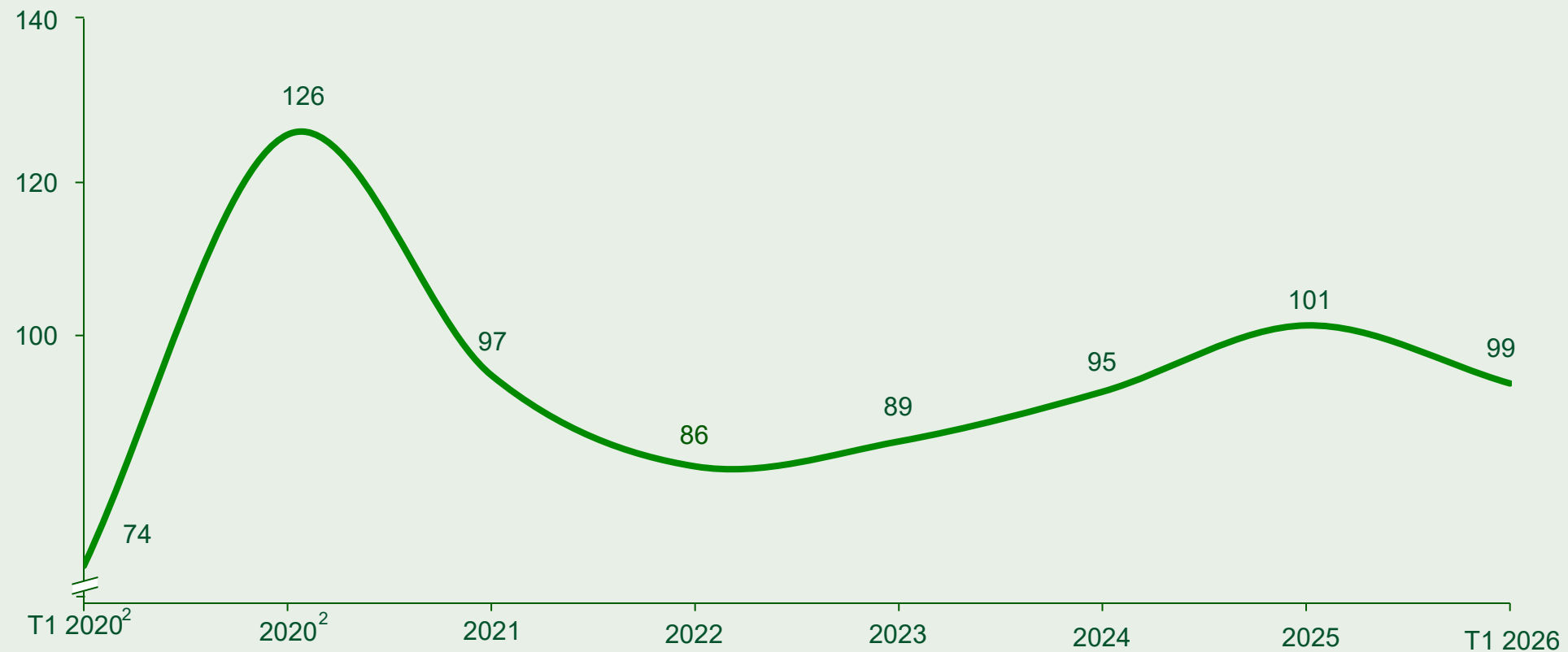


Groupe Banque TD

- > Aperçu du Groupe Banque TD
- > **Nouvelles sur les produits de crédit**
- > Bilan et capitalisation solides

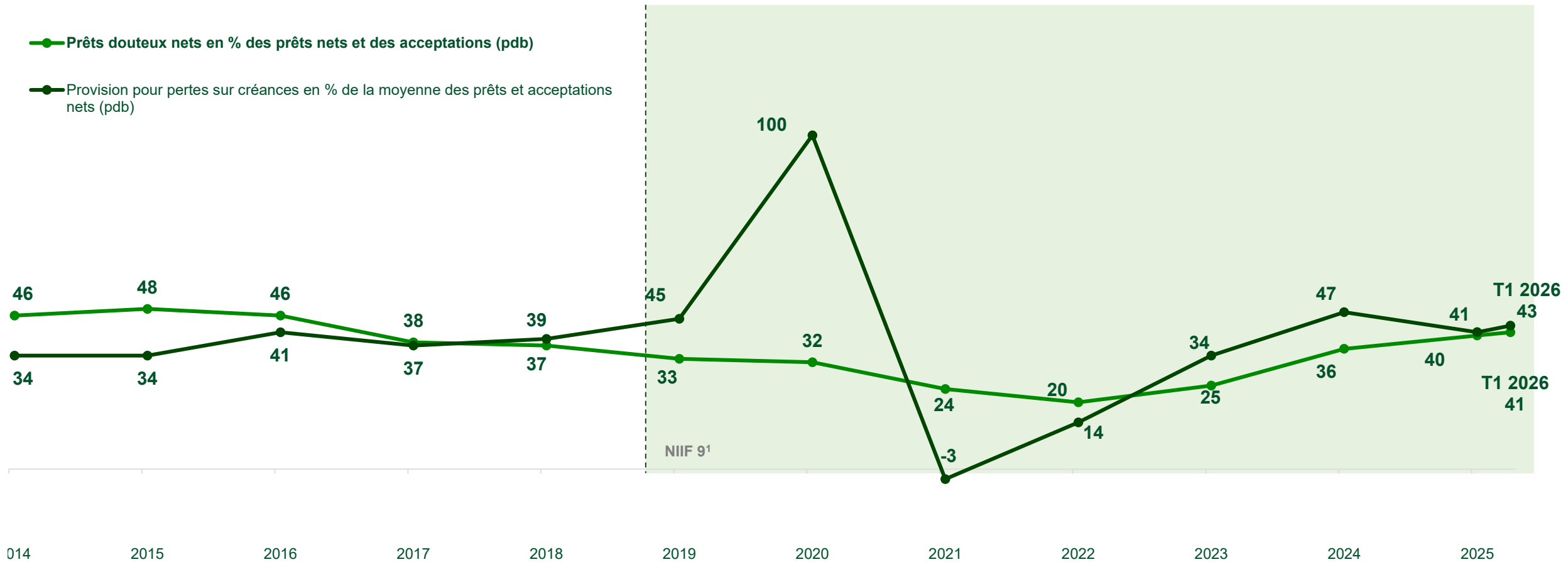
Bonne réserve pour faire face à une incertitude économique et de crédit accrue

Ratio de couverture des provisions (pdb)¹



Antécédents solides en matière de qualité de crédit

Ratios de prêts douteux nets et de PPC (pdb)



Portefeuille de prêts bruts

Soldes de fin de trimestre (en G\$, sauf indication contraire)	T4 2025	T1 2026
Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	614,5	619,3
Client personnel	479,5	482,1
Prêts hypothécaires résidentiels	264,5	258,8
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	147,9	156,4
Prêts automobiles indirects	32,1	32,0
Cartes de crédit	21,9	21,9
Autres prêts aux particuliers	13,1	13,0
<i>Lignes de crédit non garanties</i>	<i>10,6</i>	<i>10,5</i>
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux PME)	135,0	137,2
Portefeuille des Services bancaires aux É.-U. (montants en \$ US)	175,0	172,9
Client personnel	89,4	89,7
Prêts hypothécaires résidentiels	34,0	34,0
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	8,9	9,0
Prêts automobiles indirects	31,5	31,7
Cartes de crédit	14,1	14,1
Autres prêts aux particuliers	0,9	0,9
Services bancaires commerciaux	85,6	83,2
Immobilier non résidentiel	18,4	18,0
Bien immobilier résidentiel	10,2	10,2
Commercial et industriel	57,0	55,0
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	70,2	62,1
Portefeuille des Services bancaires aux É.-U. (en \$)	245,2	235,0
Portefeuille de Gestion de patrimoine et Assurance au Canada	9,0	9,8
Portefeuille des Services bancaires de gros	93,3	103,4
Total²	962,0	967,5

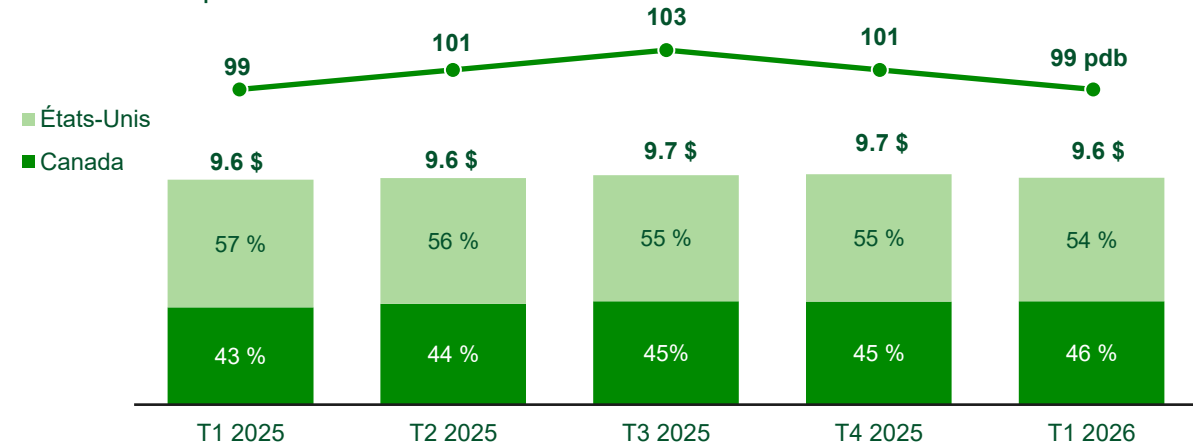
Provision pour pertes sur créances (PPC)

Faits saillants

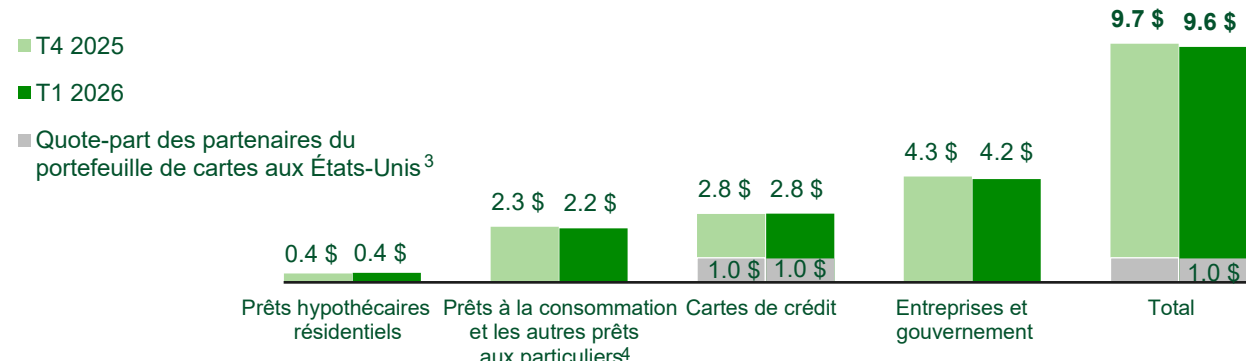
- Baisse de la PPC de 144 M\$ sur 3 mois, attribuable à ce qui suit :
 - Incidence des taux de change de 156 M\$
 - Amélioration des prévisions macroéconomiques
 - En partie neutralisée par une augmentation de la provision liée aux prêts douteux dans les portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts des Services bancaires de gros aux États-Unis

- Bien que de nombreux scénarios puissent avoir une incidence sur la trajectoire économique et le rendement du crédit, les PPC de la Banque pour l'exercice 2026 devraient se situer dans une fourchette de 40 à 50 pdb, conformément aux prévisions⁵

PPC¹ : en G\$ et ratios de couverture²



PPC par type d'actif : en G\$



Prêts productifs (en G\$)	0,28	0,30	2,0	1,9	2,3	2,3	3,5	3,3	8,1	7,9
Prêts douteux (en G\$)	0,08	0,09	0,3	0,3	0,5	0,5	0,8	0,9	1,6	1,7
Ratio ³ (pdb)	11	12	88	83	670	681	125	120	101	99

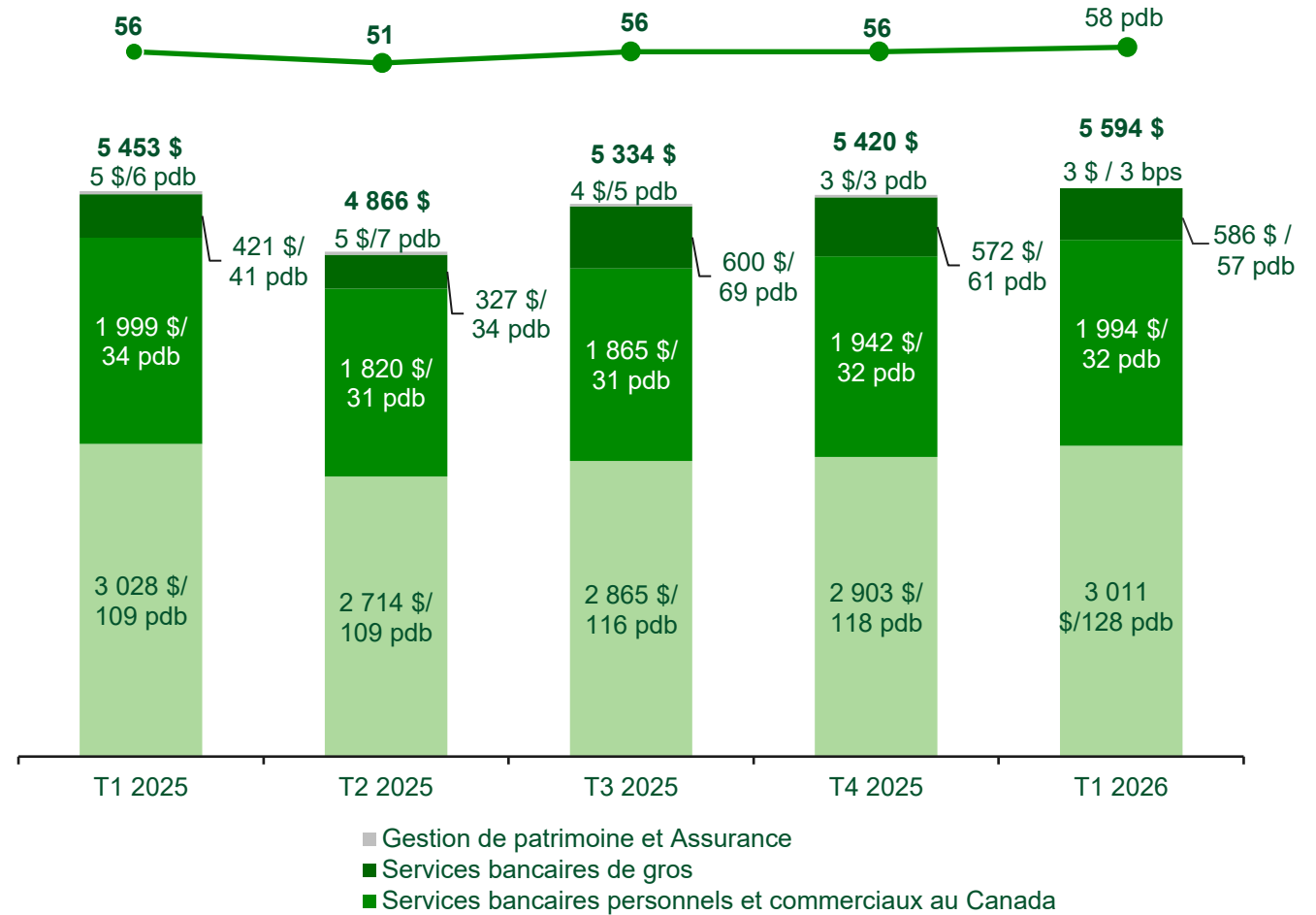
Prêts douteux bruts

Par secteur d'exploitation

Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts de 2 pdb sur 3 mois, principalement enregistrée dans les secteurs suivants :
 - Portefeuilles de Services bancaires commerciaux aux États-Unis et des prêts à la consommation au Canada

Prêts douteux bruts : en M\$ et ratios¹



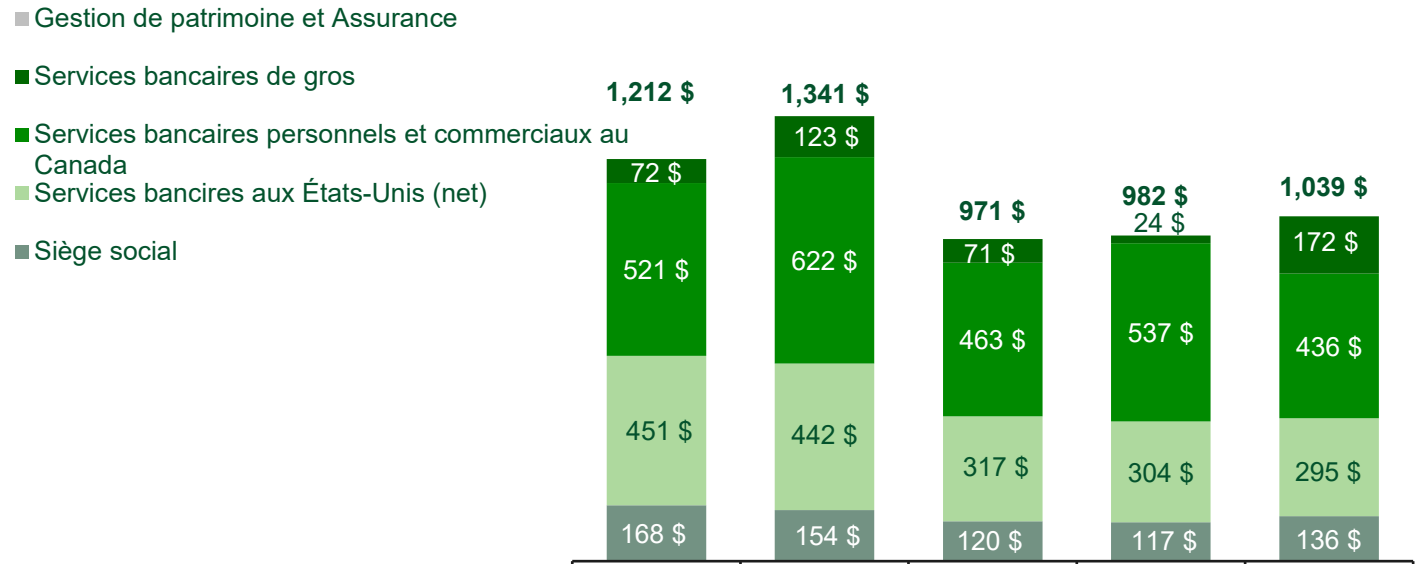
Provision pour pertes sur créances (PPC)

Par secteur d'exploitation

Faits saillants

- La PPC a augmenté sur 3 mois, ce qui est en grande partie attribuable aux secteurs suivants : Services bancaires de gros
- Partiellement neutralisée par une diminution des provisions dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

PPC : en M\$ et ratios^{1,2,3}



	T1 202	T2 202	T3 202	T4 202	T1 202
Ratio de PPC (pdb)	5	5	5	5	6
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	35	44	31	35	28
Services bancaires aux États-Unis (net) ²	67	70	52	50	49
Services bancaires et Siège social aux États-Unis (brut) ³	92	94	72	70	72
Services bancaires de gros	29	51	31	11	70
Banque – Total (brut)³	50	58	41	41	43
Banque – Total (net)^{2,4}	43	51	36	36	38

Provision pour pertes sur créances (PPC)

Prêts douteux et prêts productifs

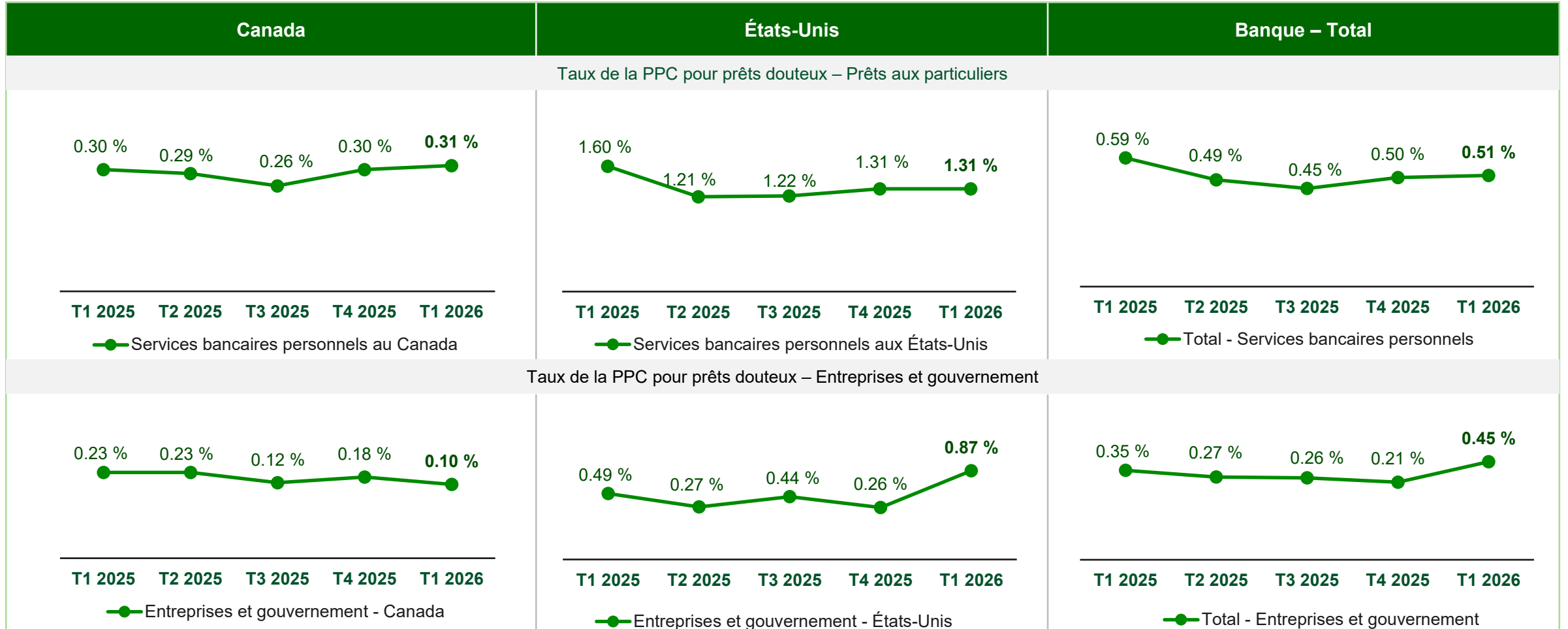
Faits saillants

- La PPC pour prêts douteux a augmenté sur 3 mois, ce qui est attribuable à ce qui suit :
 - Portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts des Services bancaires de gros aux États-Unis
- La reprise des prêts productifs du trimestre en cours a été principalement enregistrée dans les segments des Services bancaires de gros et des Services bancaires aux États-Unis

PPC ¹ (en M\$)	T1 2025	T4 2025	T1 2026
Banque – Total	1 212	982	1 039
Prêts douteux	1 216	943	1 164
Prêts productifs	(4)	39	(125)
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	521	537	436
Prêts douteux	459	447	424
Prêts productifs	62	90	12
Services bancaires aux États-Unis (net)	451	304	295
Prêts douteux	529	331	394
Prêts productifs	(78)	(27)	(99)
Services bancaires de gros	72	24	172
Prêts douteux	33	28	216
Prêts productifs	39	(4)	(44)
Siège social <small>Quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux É.-U.</small>	168	117	136
Prêts douteux	195	137	130
Prêts productifs	(27)	(20)	6
Gestion de patrimoine et Assurance	-	-	-
Prêts douteux	-	-	-
Prêts productifs	-	-	-

Provision pour pertes sur créances – Prêts douteux¹

Par emplacement géographique



Services bancaires personnels au Canada

Faits saillants

- L'augmentation des prêts douteux bruts sur 3 mois a été en grande partie enregistrée dans le portefeuille de CGBI et est principalement liée à l'ancienneté

Services bancaires personnels au Canada (T1 2026)¹

	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Prêts hypothécaires résidentiels	258,8	467	0,18
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	156,4	234	0,15
Prêts automobiles indirects	32,0	128	0,40
Cartes de crédit	21,9	179	0,82
Autres prêts aux particuliers	13,0	74	0,57
<i>Lignes de crédit non garanties</i>	<i>10,5</i>	<i>48</i>	<i>0,46</i>
Total des Services bancaires personnels au Canada	482,1	1 082	0,22
Variation par rapport au T4 2025	2,6	97	0,01

Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur par région (en %)^{2,3}

	T4 2025			T1 2026		
	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total	Prêt hypothécaire	LDCVD	CGBI total
Atlantique	61	52	57	63	54	59
C.-B.	59	50	55	61	52	56
Ontario	61	50	55	63	52	57
Prairies	61	51	57	62	53	58
Québec	60	56	58	61	57	59
Canada	61	51	56	62	53	57

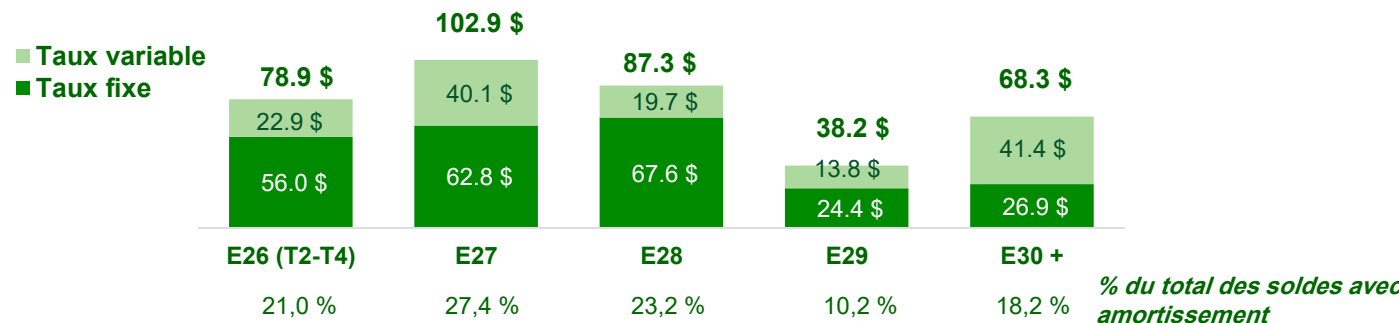
Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada



Faits saillants

- Portefeuille de CGBI au Canada s'établissant à 418 G\$**
 - 91 % du portefeuille de CGBI est dans la catégorie Amortissables⁴
 - 76 % du portefeuille de LDCVD dans la catégorie Amortissables
 - Taux d'intérêt variable de 42 %, dont 21 % pour les prêts hypothécaires et 21 % pour les LDCVD
 - 14 % du portefeuille de CGBI assurés
- La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada est demeurée solide**
 - Taux moyen de pertes sur cinq ans d'environ 1 pdb
 - Cote de crédit moyenne⁵ de 792 pour le portefeuille non assuré; largement stable sur 3 mois
 - Moins de 1 % du portefeuille de CGBI non assuré a un pointage du bureau de crédit de 650 ou moins et a un RPV supérieur à 75 %
- La qualité du crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés et aux investisseurs⁶ est en phase avec le portefeuille global**
 - Le CGBI consenti aux acheteurs de copropriétés représentait environ 15 % des CGBI en attente, dont 18 % étant assurés
 - Le CGBI consenti aux investisseurs représentait environ 12 % des CGBI en attente

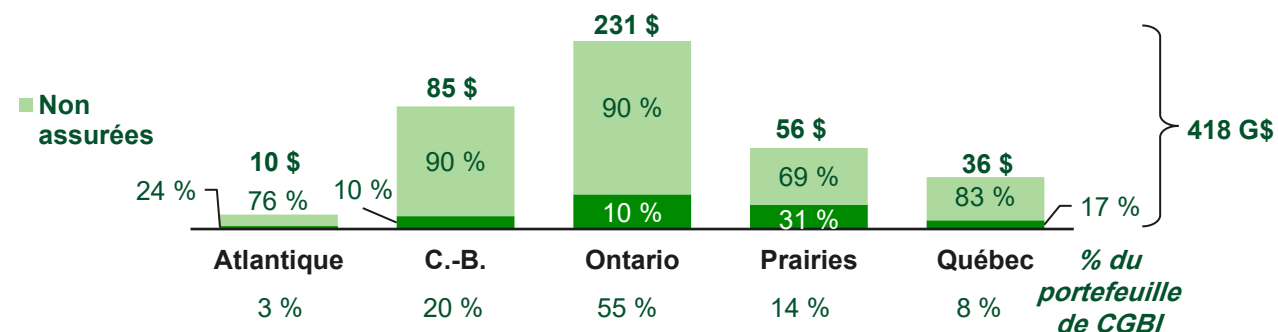
Calendrier d'échéance (G\$)¹



Portefeuille de CGBI au Canada – Rapport prêt-valeur (%)²

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026
Non assurés	53	54	54	56	57
Assurés	52	53	54	55	57

Répartition régionale³ (en G\$)



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts sur 3 mois, comme en témoigne :
 - Le portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada
 - Partiellement neutralisé par une augmentation dans les Services bancaires de gros

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada (T1 2026)

	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Services bancaires commerciaux ¹	137,2	912	0,66
Services bancaires de gros	103,4	586	0,57
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	240,6	1 498	0,62
Variation par rapport au T4 2025	12,3	(31)	(0,05)

Répartition par secteur¹

	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)
Immobilier résidentiel	29,5	5
Immobilier non résidentiel	30,2	57
Services financiers	53,6	5
Gouvernement/fonction publique/santé et services sociaux	18,6	77
Pétrole et gaz	3,4	8
Métaux et mines	4,2	49
Foresterie	1,0	66
Produits de consommation ²	9,9	433
Industriel/manufacturier ³	13,6	264
Agriculture	13,8	25
Automobile	13,6	103
Autres ⁴	49,2	406
Total	240,6 \$	1 498 \$

Services bancaires personnels aux États-Unis

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne

Services bancaires personnels aux États-Unis (T1 2026)

	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
<i>En dollars US, sauf indication contraire</i>			
Prêts hypothécaires résidentiels	34,0	412	1,21
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	9,0	224	2,48
Prêts automobiles indirects	31,7	259	0,82
Cartes de crédit	14,1	285	2,03
Autres prêts aux particuliers	0,9	14	1,60
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (en \$ US)	89,7	1 194	1,33
Variation par rapport au T4 2025 (en \$ US)	0,3	30	0,03
Opérations de change	32,2	429	S. O.
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (en \$ CA)	121,9	1 623	1,33

Portefeuille de CGBI aux É.-U.

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour²

Actuel RPV estimatif	Prêts hypothécaires résidentiels (en %)	LDCVD de premier rang (en %)	LDCVD de deuxième rang (en %)	Total (en %)
>80 %	8	2	7	8
61 à 80 %	28	11	42	29
<= 60 %	64	87	51	63
Cotes FICO actuelles > 700	92	86	81	90

Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Faits saillants

- Augmentation des prêts douteux bruts sur 3 mois, attribuable à quelques emprunteurs dans divers secteurs

Services bancaires commerciaux aux États-Unis (T1 2026)

<i>En dollars US, sauf indication contraire</i>	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts (en %)
Immobilier commercial	28,2	493	1,75
Immobilier non résidentiel	18,0	354	1,97
Bien immobilier résidentiel	10,2	139	1,36
Commercial et industriel	55,0	528	0,96
Total des Services bancaires commerciaux aux É.-U. (en \$ US)	83,2	1 021	1,23
Variation par rapport au T4 2025 (en \$ US)	(2,4)	114	0,17
Opérations de change	29,9	367	S. O.
Total des Services bancaires commerciaux aux É.-U. (en \$ CA)	113,1	1 388	1,23

Immobilier commercial

	Prêts bruts (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	3,5	262
Commerce de détail	5,5	72
Appartements	9,6	136
Résidentiel à vendre	0,1	-
Industriel	2,4	16
Hôtel	0,3	2
Terrains commerciaux	0,1	-
Autre	6,7	5
Total Immobilier commercial	28,2	493

Commercial et industriel

	Prêts bruts (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Santé et services sociaux	9,3	1
Services professionnels et autres	6,4	119
Produits de consommation ¹	7,1	35
Industriel/manufacturier ²	6,0	34
Gouvernement/secteur public	11,8	78
Services financiers	5,8	5
Automobile	1,7	108
Autres ³	6,9	148
Total Commercial et industriel	55,0	528



Groupe Banque TD

Principaux thèmes

> Aperçu du Groupe Banque TD

> Nouvelles sur les produits de crédit

> **Bilan et capitalisation solides**

Capitaux propres¹



Gestion rigoureuse des capitaux propres et de la liquidité

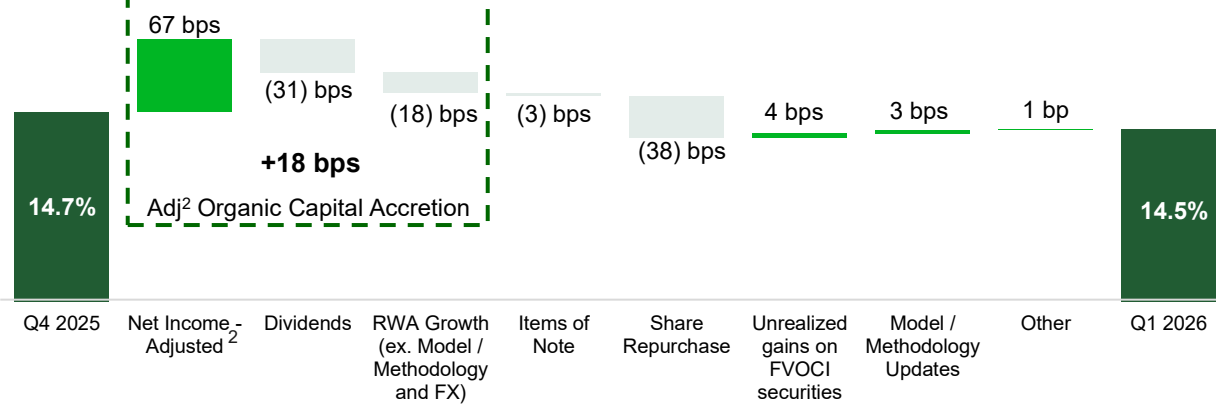
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 14,5 %, en baisse de 15 pdb sur 3 mois

- Solide résultat rajusté², déduction faite des dividendes, partiellement contrebalancée par la croissance des actifs pondérés en fonction des risques (abstraction faite des mises à jour du modèle et de la méthodologie et des opérations de change), générant une forte accumulation des capitaux propres rajustés²
- Les programmes de rachat d'actions ont fait baisser le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 38 pdb
- Effets favorables des gains non réalisés sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG), ainsi que des mises à jour du modèle et de la méthodologie relatifs au risque de crédit.

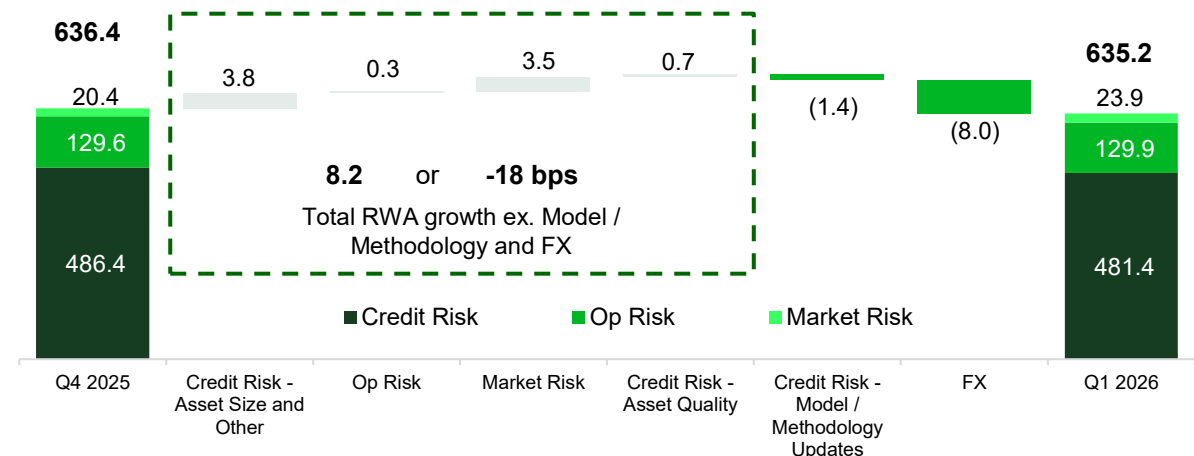
Baisse de 1,2 G\$ des actifs pondérés en fonction des risques sur 3 mois

- Augmentation modeste dans tous les types de risques, y compris une certaine migration
- Mises à jour du modèle, partiellement neutralisées par les répercussions liées à la méthodologie et réduction des actifs pondérés en fonction des risques
- Conversion de change favorable, qui est couverte pour le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires sur 3 mois



Actifs pondérés en fonction des risques sur 3 mois (en G\$)³



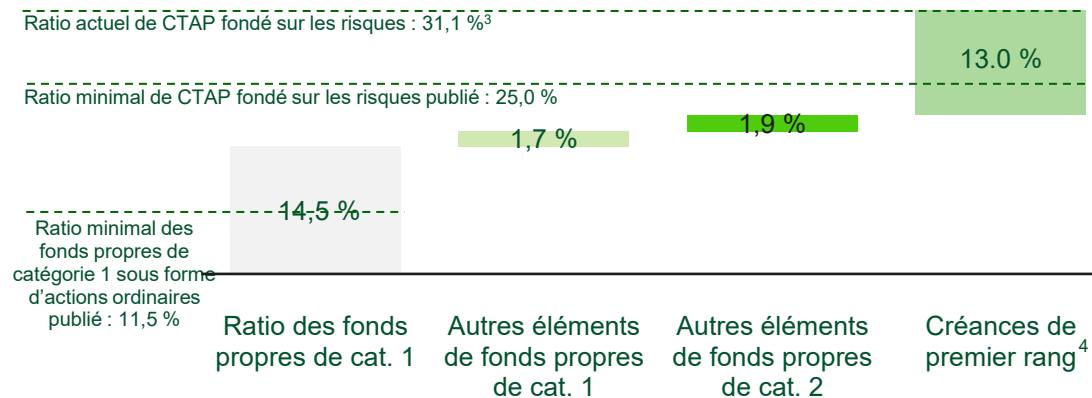
Capitaux propres¹



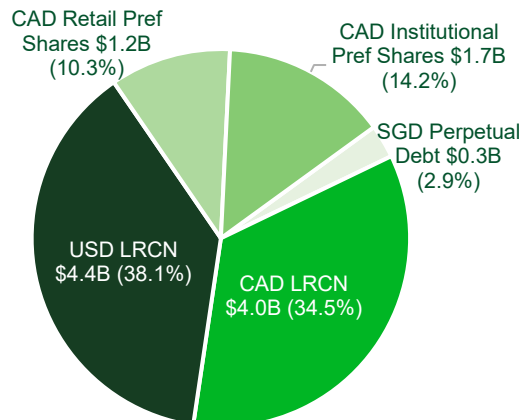
Gestion des fonds propres non liés au ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires

- Les instruments de fonds propres de la TD sont diversifiés par leur structure, leur marché et leur devise, ce qui contribue à la résilience et à la stabilité de sa situation de fonds propres.
- Les banques d'importance systémique intérieure (BISI) canadiennes doivent respecter les exigences de leur norme CTAP réglementaire depuis le 1^{er} novembre 2021.
- Au T1 2026, les ratios de CTAP fondés sur les risques et le levier financier de la TD dépassent tous deux le minimum réglementaire.

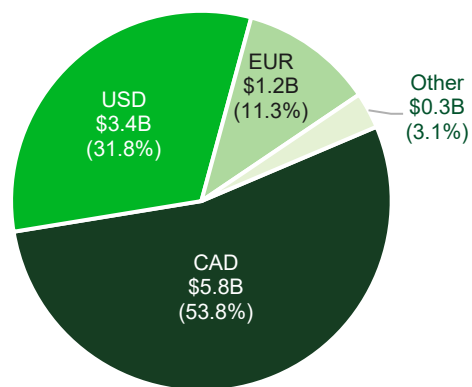
Ratio de CTAP fondé sur les risques²



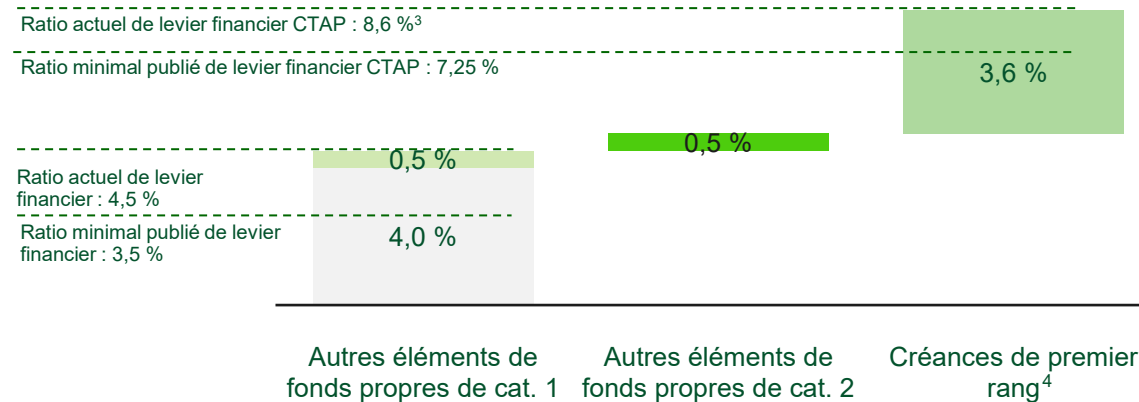
Répartition des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires²



Répartition des fonds propres de catégorie 2²



Ratio de CTAP fondé sur le levier financier²



Gestion rigoureuse des liquidités



Grand bassin de dépôts de particuliers et d'entreprises¹ comptant pour 70 % du financement total de la Banque

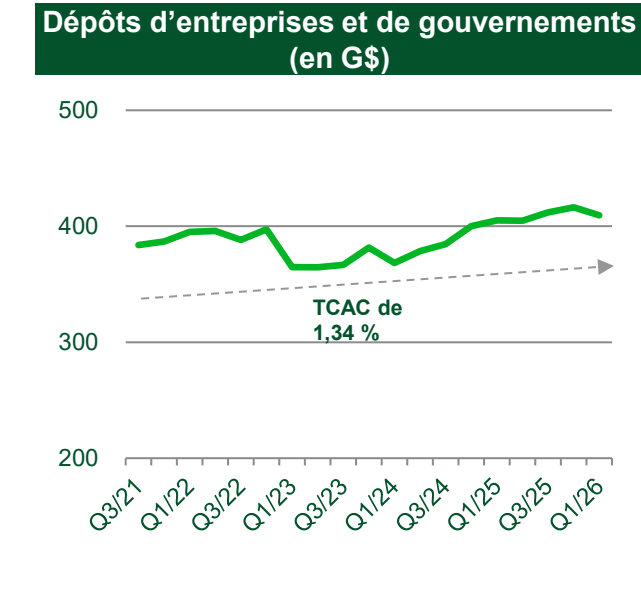
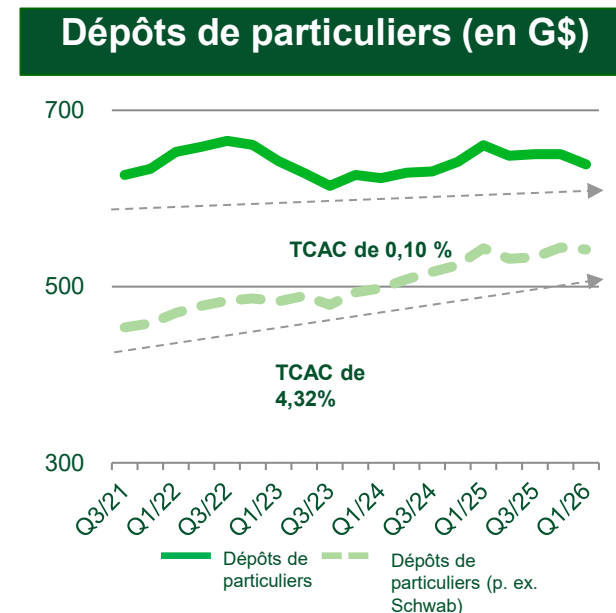
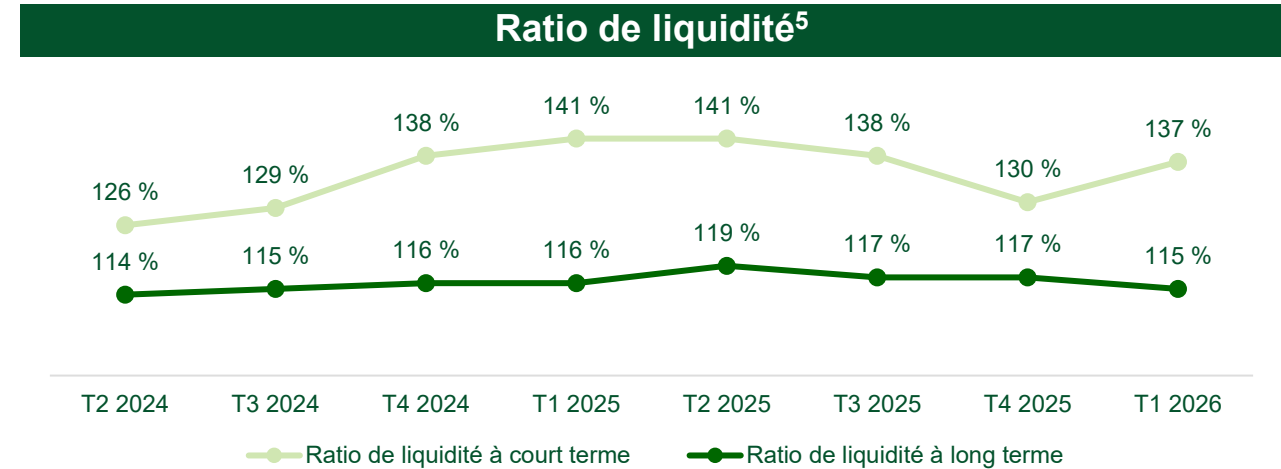
- TD Canada Trust s'est classée au premier rang en ce qui concerne les dépôts de base²; plus de 80 % des clients inscrits ont un compte-chèques ou un compte d'épargne, ce qui alimente notre secteur de dépôts de base de premier plan
- Les Services bancaires aux États-Unis se classent parmi les dix principales banques³ aux États-Unis, comptant plus de 10 millions de clients⁴ et des succursales de détail en activité dans 15 États ainsi que dans le District de Columbia

Dépôts des Services de détail : toujours la source principale du financement à long terme des actifs détenus à des fins autres que de transaction de la Banque

- Les dépôts fournissent à la Banque une base de financement solide à faible coût. La Banque peut ainsi gérer ses exigences de financement au moyen de divers canaux et devises et divers types de financement des marchés du financement de gros

La moyenne du ratio de liquidité à court terme est de 137 % pour le T1

- Cibler un horizon de survie des liquidités de 90 jours dans des conditions de stress combiné propres à la Banque et à l'échelle du marché, et un coussin minimal par rapport aux exigences réglementaires



Solides notes de crédit

Notes d'émetteur¹

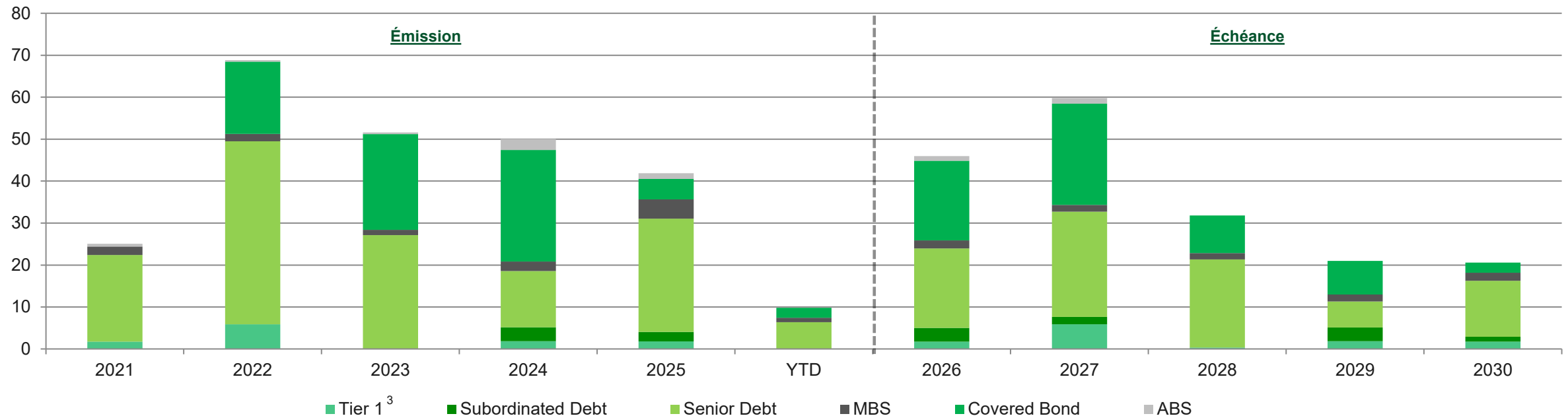
	Moody's	S&P	DBRS	Fitch
Notes attribuées aux créances de premier rang ²	A2	A-	AA (faible)	AA-
Perspectives	Stables	Stables	Stables	Négatives
	Moody's	S&P	Fitch	
Notes attribuées aux créances de premier rang ² /de sociétés de portefeuille ³	A1 A2 A3 TD Homologues au Canada ⁴ Homologues aux États-Unis ⁵	A A- BBB+ TD Homologues au Canada ⁴ Homologues aux États-Unis ⁵	AA- A+ A TD Homologues au Canada ⁴ Homologues aux États-Unis ⁵	
Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2 ¹	A3 Baa1 TD Homologues au Canada ⁴	A A- BBB+ TD Homologues au Canada ⁴	A A- TD Homologues au Canada ⁴	
Notes des billets de capital à recours limité et des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires ¹	Baa2 Baa3 TD Homologues au Canada ⁴	BBB BBB- TD Homologues au Canada ⁴	BBB+ BBB TD Homologues au Canada ⁴	

Bilan riche en dépôts et à faible risque

Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

- Principales sources de financement de la TD : les dépôts de particuliers et d'entreprises
 - Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base stable de dépôts durables et fondés sur la marque
- Le profil de financement de gros tient compte de la composition équilibrée de financement garanti et non garanti
- Profil des échéances bien équilibré

Profil des échéances^{1,2} (en G\$ CA) (en fonction de la première date de rachat à la valeur nominale)



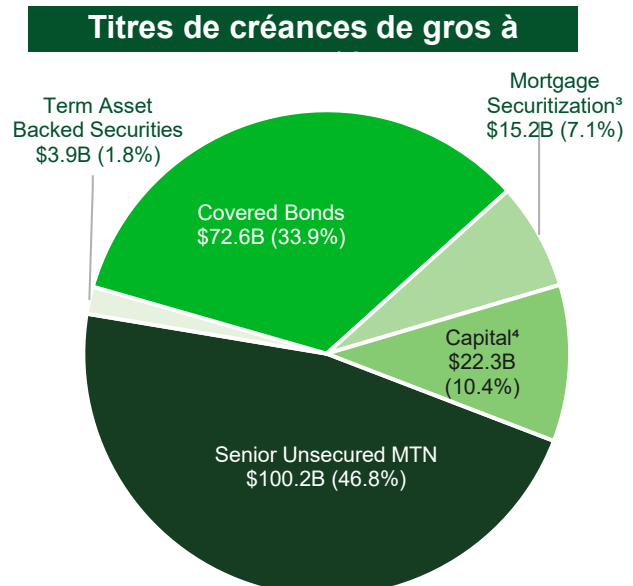
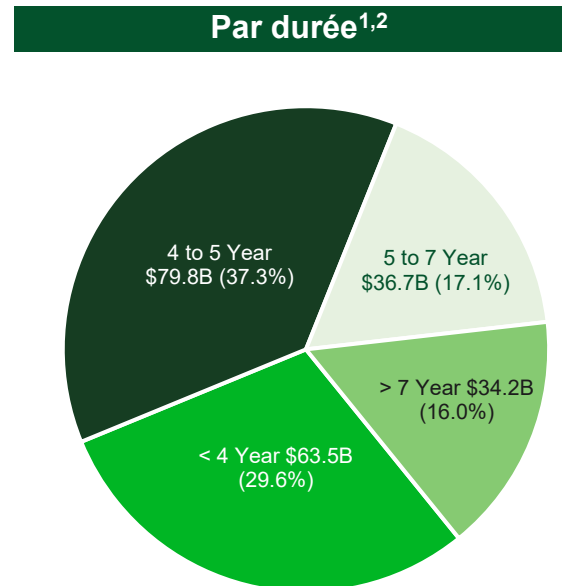
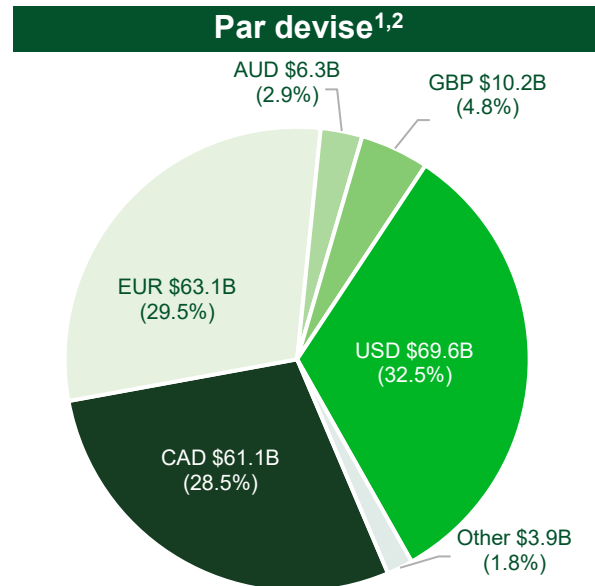
Répartition des titres de créance de gros à terme

Stratégie de financement

- Financement à terme de gros au moyen de diverses sources dans les marchés nationaux et internationaux
- Gérer un profil de financement stable qui met l'accent sur les actifs de financement et les réserves d'urgence selon le terme approprié
- Le programme législatif d'obligations sécurisées d'une valeur de 100 G\$ CA constitue un volet important de la stratégie de financement mondiale
- Émission programmatique sur le marché américain dans le cadre du programme établi de titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes
- Élargissement de la clientèle d'investisseurs par la diversification des devises, de la durée et de la structure
- Opérations récentes :

- Opération de 1,25 G GBP visant des obligations sécurisées de 5 ans à taux variable
- Opération de 3,00 G\$ CA de billets à moyen terme de 1^{er} rang de 5 ans à taux fixe

- Opération de 1,60 G\$ US de billets à moyen terme de 1^{er} rang de 2 ans à taux fixe ou à taux variable
- Opération de 0,90 G\$ US de billets à moyen terme de 1^{er} rang de 5 ans à taux fixe



Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD

Faits saillants			
Panier de sûretés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Immeuble résidentiel de quatre unités d'habitation ou moins situé au Canada ▪ Actifs ordinaires de premier rang non assurés dont le rapport prêt-valeur initial est de 80 % ou moins 		
Risques liés au marché du logement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'évaluation la plus récente du bien immobilier doit être redressée au moins une fois par trimestre pour tenir compte des rajustements de prix ultérieurs à l'aide de la méthode d'indexation 		
Tests et améliorations du crédit	<table border="0"> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Test de couverture par l'actif ▪ Test de l'amortissement ▪ Calcul aux fins d'évaluation ▪ Niveau de surdimensionnement </td> <td> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de l'actif ▪ Fonds de réserve ▪ Liquidité avant l'échéance ▪ Limite du BSIF </td> </tr> </table>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Test de couverture par l'actif ▪ Test de l'amortissement ▪ Calcul aux fins d'évaluation ▪ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de l'actif ▪ Fonds de réserve ▪ Liquidité avant l'échéance ▪ Limite du BSIF
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Test de couverture par l'actif ▪ Test de l'amortissement ▪ Calcul aux fins d'évaluation ▪ Niveau de surdimensionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de l'actif ▪ Fonds de réserve ▪ Liquidité avant l'échéance ▪ Limite du BSIF 		
Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Au moins une agence de notation doit en tout temps avoir des cotes courantes attribuées aux obligations en circulation ▪ Tous les éléments déclencheurs doivent être établis en fonction des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> – Remplacement d'autres contreparties – Création du fonds de réserve – Notations de pré-échéance – Période de regroupement d'espèces permise 		
Risques liés aux taux d'intérêt et au change	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion des risques liés aux taux d'intérêt et au change : <ul style="list-style-type: none"> – Swap de taux d'intérêt – Swap d'obligations sécurisées 		
Exigences de divulgation continue	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports mensuels aux investisseurs publiés sur le site Web du programme ▪ Divulgation claire des faits importants dans le document d'appel public à l'épargne 		
Audit et conformité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exécution annuelle de procédures d'audit précises par un surveillant du panier de sûretés agréé ▪ Émission d'un certificat de conformité annuelle à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) 		

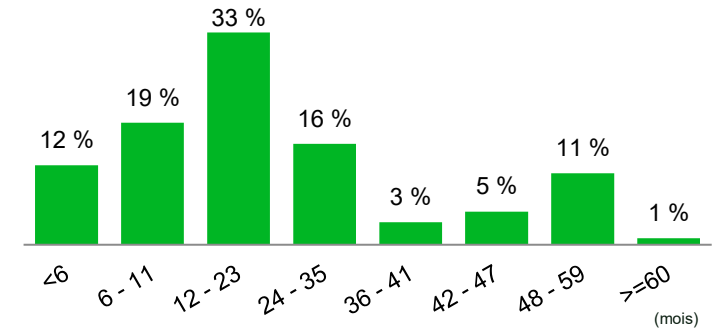
Programme législatif d'obligations sécurisées de la TD



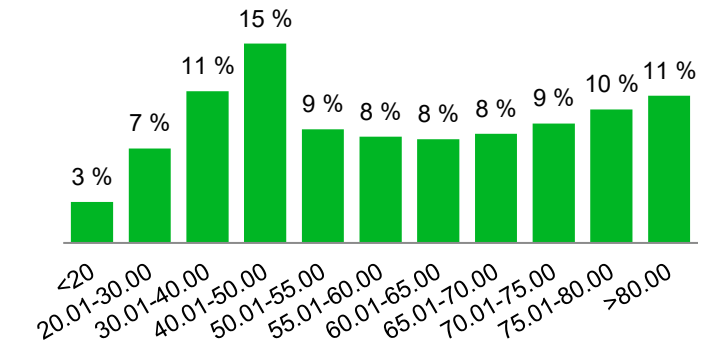
Faits saillants

- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires résidentiels canadiens de premier rang non assurés initiés par la TD
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 56,55 %¹
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 781
- La valeur de programme est de 100 G\$ CA; 73 G\$ CA de capital global en circulation²; fonds global de 109 G\$ CA
- Le ratio d'obligations sécurisées de la TD est de 3,64 % (limite de 5,5 %)
- Solides notes de crédit : Aaa/AAA/AAA de Moody's, DBRS et Fitch respectivement³
- Les rapports de la société affiliée Covered Bond Label⁴ sont présentés au moyen du modèle HTT et respectent les normes minimales en matière d'obligation de fournir des informations et de transparence, conformément à l'article 14 de la directive de l'Union européenne sur les obligations sécurisées

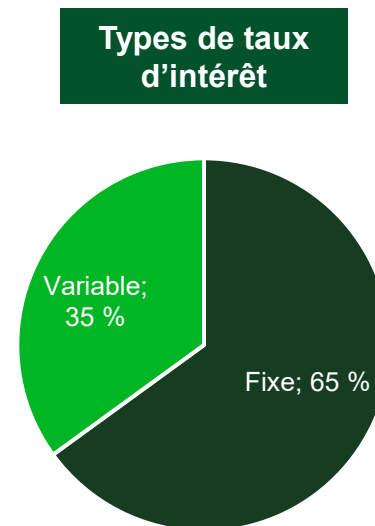
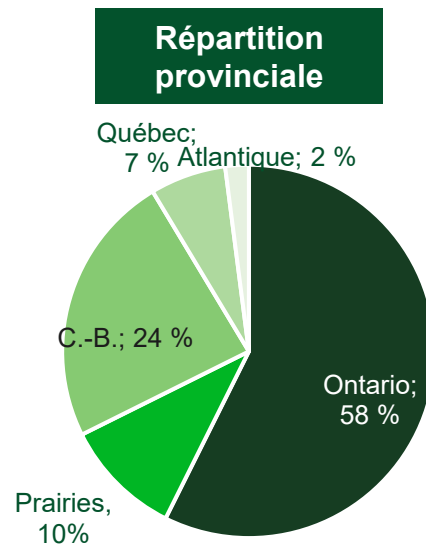
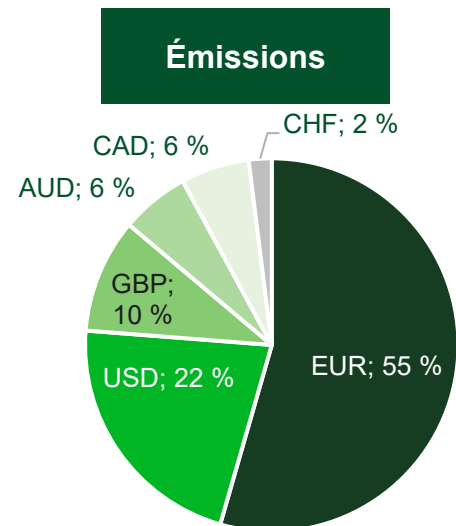
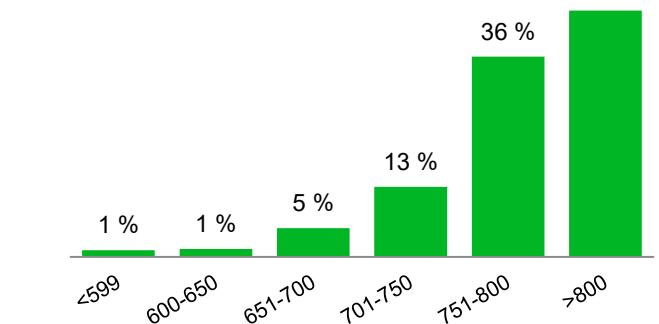
Durée restante



RPV actuel



Cote de crédit



Aperçu du régime de recapitalisation interne

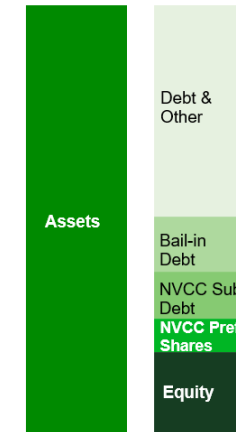
Portée du régime de recapitalisation interne

- **Passifs visés.** Titres de créance à long terme de premier rang non garantis (durée initiale jusqu'à l'échéance d'au moins 400 jours) négociables et transférables (CUSIP, ISIN ou autre identification similaire) et émis le 23 septembre 2018 ou après¹. Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, les BISN canadiennes ne peuvent pas choisir d'émettre des créances de premier rang non garanties qui ne sont pas visées par le régime de recapitalisation interne
- **Passifs exclus.** Les dépôts des clients, y compris les comptes-chèques, les comptes d'épargne et les dépôts à terme comme les certificats de placement garanti (CPG), les passifs garantis (p. ex. les obligations sécurisées), les titres adossés à des créances mobilières et la plupart des billets structurés
- Tous les éléments de passif visés, y compris ceux assujettis à une réglementation étrangère, sont sujets à conversion et doivent indiquer dans leurs conditions contractuelles que le titulaire du passif est lié par l'application de la *Loi sur la SADC*

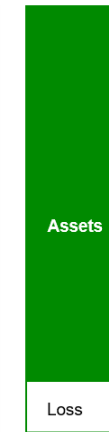
Modalités de la conversion aux fins de recapitalisation interne

- **Modalités de conversion flexible.** La SADC peut, à sa discrétion, décider de la quantité de titres de créance admissibles devant être convertis ainsi que du multiplicateur de conversion approprié² de sorte à respecter la hiérarchie des créanciers et à opter pour un multiplicateur plus favorable que celui offert aux investisseurs de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)
- **Aucun élément déclencheur contractuel.** La conversion aux fins de la recapitalisation interne est assujettie à la détermination réglementaire de la non-viabilité, et non pas à un élément déclencheur établi
- **Conversion de la totalité des FPUNV.** Il doit y avoir conversion de la totalité des instruments constituant des FPUNV avant que des créances de recapitalisation interne ne soient converties. Grâce à d'autres outils de règlement, les détenteurs d'anciens instruments de capital autres que des FPUNV pourraient également subir des pertes, ce qui ferait en sorte que les détenteurs de billets de recapitalisation interne bénéficieraient d'un traitement plus favorable que les détenteurs d'instruments de rang inférieur
- **Principe « No Creditor Worse Off ».** La SADC indemniserait les investisseurs s'ils se retrouvent dans une situation pire dans le cadre d'une recapitalisation interne que si la banque avait été liquidée. Les détenteurs de créances de recapitalisation interne seront de rang égal aux détenteurs de titres de premier rang non garantis, notamment de dépôts, aux fins du calcul de la liquidation
- **Conversion en actions.** Contrairement à ce qui se fait dans d'autres territoires de compétences, la recapitalisation interne est réalisée par la conversion en actions seulement, sans possibilité de dépréciation

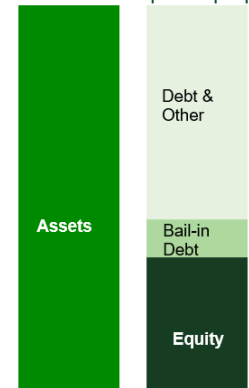
Étape 1 :
Bilan avant les pertes



Étape 2 :
Les pertes diminuent les actifs et les capitaux propres



Étape 3 :
Convertir les FPUNV, puis, s'il y a lieu, les titres de créance de recapitalisation interne en capitaux propres



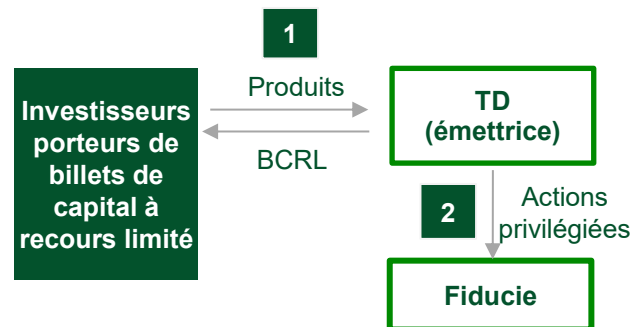
Billets de capital à recours limité (BCRL)



Aperçu des billets de capital à recours limité

- Les intérêts des porteurs de billets de capital à recours limité occupent le même rang que ceux d'autres billets de capital à recours limité et d'actions privilégiées, et un rang supérieur aux actions ordinaires. Les billets de capital à recours limité sont émis uniquement aux investisseurs institutionnels sans aucune restriction de négociation aux États-Unis et, après quatre mois, au Canada
- Les billets de capital à recours limité peuvent être des fonds propres de catégorie 1, tout en étant déductibles pour les banques. Les billets de capital à recours limité ne sont pas assujettis à une retenue d'impôt. Si une retenue d'impôt est perçue à l'avenir, la Banque doit verser des montants majorés supplémentaires pour l'appliquer à l'ensemble des actifs porteurs (pour les billets de capital à recours limité seulement, et non les actifs utilisés en recours).
- Recours limité : En cas de recours, les investisseurs porteurs de billets de capital à recours limité peuvent uniquement utiliser les actifs détenus dans une fiducie, initialement des actions privilégiées¹. La TD peut également convertir les actions privilégiées en titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1, sous réserve de l'approbation du BSIF.
- On parle de recours dans les cas suivants :
 1. Intérêts non payés en espèces (droit de remédier de cinq jours ouvrables)
 2. Capital non payé en espèces à la date d'échéance
 3. Produit du rachat non payé en espèces
 4. Cas de défaut (faillite, insolvabilité ou liquidation)
 5. Événement déclencheur²

Structure des billets de capital à recours limité



1 TD (émettrice)

- La TD émet des billets de capital à recours limité aux investisseurs et reçoit un produit en contrepartie
- Les paiements de coupons sont effectués par la TD, et générés par des flux de trésorerie internes

2 Fiducie à recours limité (fiducie)

- La fiducie est établie par la TD et acquiert, auprès de la TD, des actions privilégiées à taux rajusté fixe tous les cinq ans et à dividende non cumulatif des FPUNV (actions privilégiées sous forme de billets de capital à recours limité)
- En cas de recours, les actifs à recours limité détenus dans la fiducie sont remis aux investisseurs.
- Le taux de dividende (y compris l'écart de rétablissement et la référence de l'indice de référence) et la fréquence de paiement des actions privilégiées sous forme de billets de capital à recours limité correspondent à ceux des billets de capital à recours limité

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)



- Le rang des titres de crédit est codifié en tant que principe dans les documents réglementaires et législatifs au Canada
- Le point de non-viabilité est atteint lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable ou si la banque accepte une injection de capitaux de la part du gouvernement
 - Il est important de noter que le soutien en matière de liquidités ne constitue pas automatiquement un point de non-viabilité
- Les billets traités en FPUNV au Canada sont bien alignés sur les caractéristiques familières des comparables internationaux :
 - Aucun incitant pour l'échange n'est autorisé (p. ex. pas d'augmentation du taux ou de l'écart des coupons)
 - Terme minimum d'au moins 5 ans; peut être remboursable par anticipation après 5 ans
 - Le traitement du capital est amorti linéairement au cours des cinq dernières années précédant l'échéance

En mars 2023, le BSIF a fait la déclaration ci-dessous, qui illustre la vocation réglementaire du régime de résolution au Canada :

Si une institution financière de dépôt atteint le point de non-viabilité, les lignes directrices sur les fonds propres du BSIF exigent que les éléments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2 soient convertis en actions ordinaires d'une manière qui respecte la hiérarchie des réclamations en liquidation. Il en résulte une dilution importante pour les actuels actionnaires ordinaires. Ce type de conversion permet de s'assurer que les détenteurs d'obligations de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2 obtiennent des résultats économiques plus favorables que les actuels actionnaires ordinaires qui seraient les premiers à subir des pertes¹

Comparaison de l'absorption des pertes liées aux FPUNV par territoire²

::	Canada	Suisse	Union européenne	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Organisme de réglementation	BSIF	FINMA	Conseil de résolution unique et mécanisme de surveillance unique	PRA	FDIC	APRA
Déclencheur de l'absorption des pertes	FPUNV Événement déclencheur	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	Événement déclencheur et événement en cas de non-viabilité – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	-	Événement de Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et en cas de non-viabilité
Élément déclencheur – Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	-	7 % pour un événement déclencheur à risque élevé 5,125 % pour un événement déclencheur qui ne présente pas un risque élevé	5,125 %/7 % Diffère d'un territoire à l'autre	7 %	-	5,13 %
Déclencheur du point de non-viabilité	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation. Le règlement sur la recapitalisation interne indique que les instruments des FPUNV doivent être convertis avant ou en même temps que les passifs du régime de recapitalisation interne	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation, effectuer la dépréciation/conversion, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire au point de non-viabilité, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire au point de non-viabilité, avant ou en même temps que le pouvoir de résolution	Obligatoire, à la discrétion de l'organisme de réglementation	Contractuel au point de non-viabilité, à la discrétion de l'organisme de réglementation
Annulation discrétionnaire du paiement des intérêts des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	Oui (pour les billets de capital à recours limité, entière discrétion de déclencher la livraison d'actions privilégiées au lieu de paiements d'intérêts)	Oui (+ arrêt des dividendes)	Oui	Oui	Oui (+ arrêt des dividendes)	S. O. APRA prévoit éliminer les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ³
Mécanisme d'absorption des pertes	Conversion	Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires : Conversion ou dépréciation permanente Aucun instrument de fonds propres de catégorie 2 émis	Conversion ou dépréciation temporaire	Conversion	Dépréciation permanente	Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires : Conversion Fonds propres de catégorie 2 : Conversion ou dépréciation permanente, en cas d'échec de la conversion

Sensibilité des produits d'intérêts nets



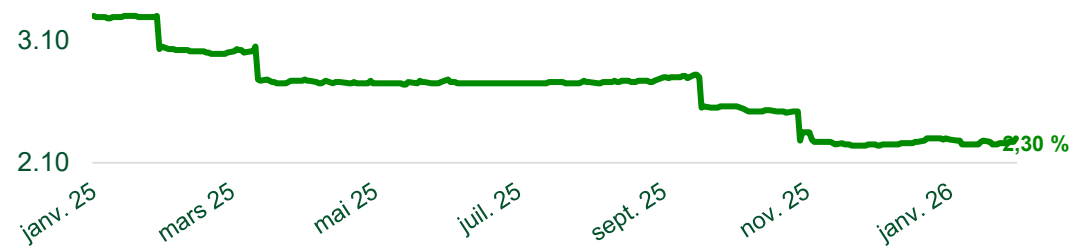
Solide base de dépôts et gestion des actifs et des passifs disciplinée

Incidence sur les produits d'intérêts nets d'une variation de 25 pdb des taux d'intérêt à court terme¹

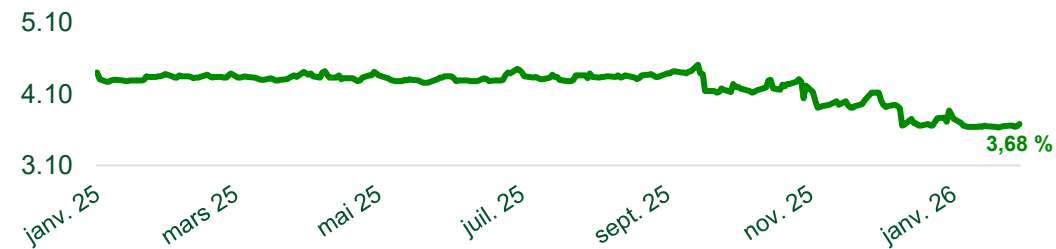
(en M\$ CA)	T1 2026		T4 2025	
	+25 pdb	-25 pdb	+25 pdb	-25 pdb
\$ CA	52 \$	(52 \$)	54 \$	(55 \$)
\$ US	39 \$	(40 \$)	40 \$	(40 \$)
Total	91 \$	(92 \$)	94 \$	(95 \$)

- Pour le T1 2026, une augmentation de 190 M\$ ou une diminution de 197 M\$ si on considère l'ensemble de la courbe

Taux des opérations de pension à un jour (en %)



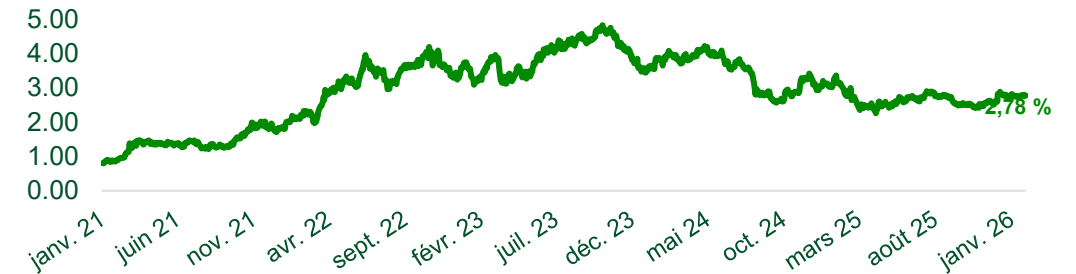
Taux de financement à un jour garanti aux É.-U. (en %)



Incidence sur les produits d'intérêts nets d'une variation de 100 pdb des taux d'intérêt sur l'ensemble de la courbe¹

(en M\$ CA)	T1 2026		T4 2025	
	+100 pdb	-100 pdb	+100 pdb	-100 pdb
\$ CA	382 \$	(417 \$)	400 \$	(441 \$)
\$ US	363 \$	(398 \$)	390 \$	(419 \$)
Total	745 \$	(815 \$)	790 \$	(860 \$)

Taux de swap sur 5 ans en \$ CA (en %)



Taux de swap sur 7 ans aux É.-U. (en %)



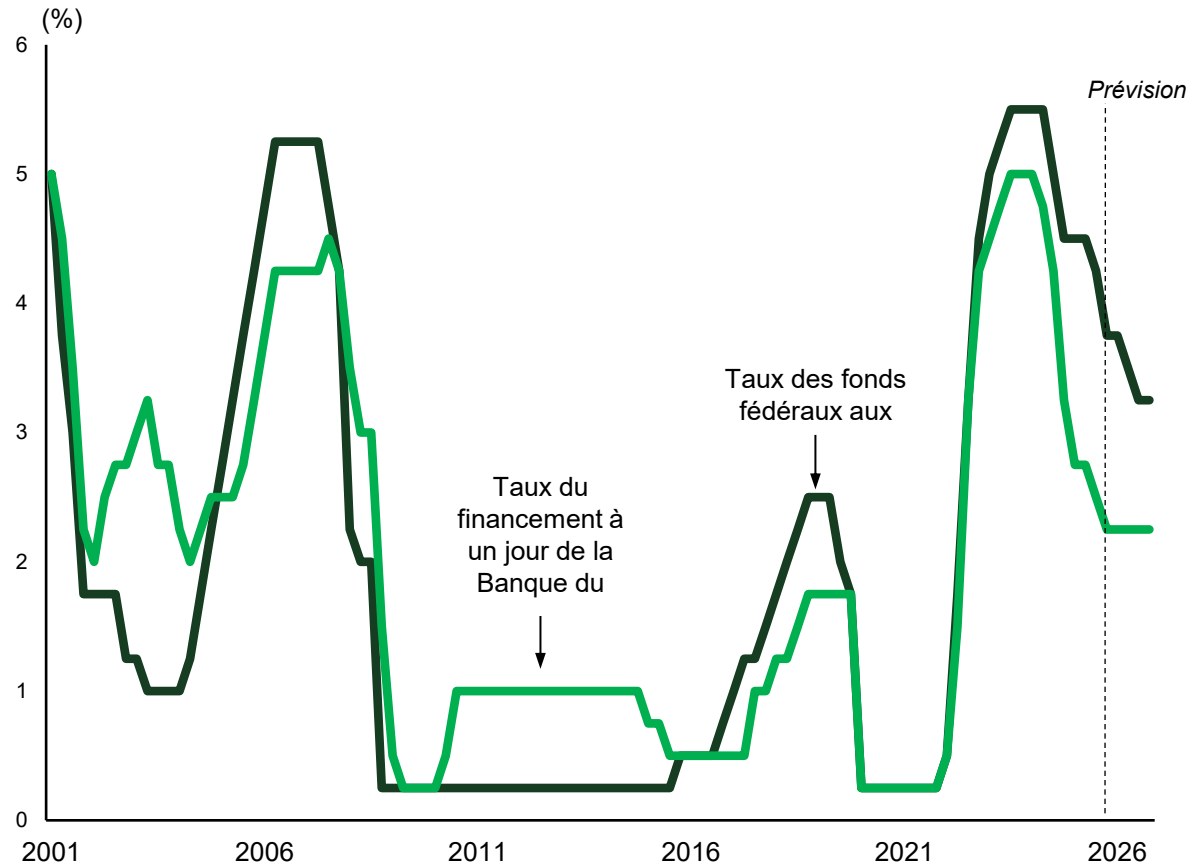
Remarque : L'incidence sur les produits d'intérêts nets d'une augmentation de 100 pdb ne sera pas proportionnelle à celle de la prochaine augmentation de 25 pdb des taux en raison des avantages supplémentaires qu'entraînera une hausse des taux à long terme, partiellement neutralisée par d'autres facteurs, notamment le risque de remboursement anticipé des prêts et la sensibilité à la tarification des dépôts.

Annexe

Perspectives économiques

Perspectives relatives aux taux d'intérêt¹

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis



- La Réserve fédérale a réduit la cible pour le taux des fonds fédéraux, qui se situait entre 3,5 % et 3,75 % en décembre 2025 et l'a maintenue jusqu'en janvier 2026. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale effectue deux autres réductions à compter du milieu de 2026.
- La Banque du Canada a maintenu le taux du financement à un jour à 2,25 % en décembre et janvier. Nous prévoyons que la politique actuelle ne changera pas pour le reste de l'année.

D'ici la fin de 2026, la Réserve fédérale devrait avoir réduit son taux directeur à 3,25 % et celui de la Banque du Canada restera à 2,25 %.

À l'échelle mondiale : Solide début d'année 2025, suivi d'un ralentissement de la croissance

- La croissance mondiale devrait ralentir en 2026, car le ralentissement de l'élan cyclique est renforcé par la hausse des droits de douane.
- Le ralentissement de la croissance mondiale est largement attribuable au ralentissement de la croissance en Asie, en particulier dans les économies des marchés émergents à croissance rapide axées sur l'exportation qui sont touchées par les droits de douane américains.
- Les réductions de taux précédentes des banques centrales continueront de soutenir la croissance, mais cet effet devrait s'estomper pour la plupart des économies des marchés développés, car les banques centrales ont presque terminé les réductions de taux, et certaines devraient les relever cette année. Un certain nombre de grandes banques centrales des marchés en développement pourraient encore réduire les taux d'intérêt cette année, comme le Brésil, l'Inde et le Mexique.

L'économie américaine restera forte en 2026

- La croissance économique des États-Unis devrait augmenter de 2,8 % en 2026, soit une accélération par rapport aux 2,2 % de 2025.
- L'économie américaine a entamé l'année 2026 avec un élan considérable, soutenue par une résilience des dépenses de consommation et des investissements soutenus dans l'intelligence artificielle. Bien que les droits de douane et l'incertitude commerciale demeurent des facteurs défavorables à la croissance, ses effets devraient être éclipsés par les facteurs budgétaires favorables découlant du projet de loi One Big Beautiful Bill Act, l'assouplissement des conditions financières, l'allègement de la réglementation et l'adoption de nouveaux investissements dans l'intelligence artificielle.
- Compte tenu de la stabilisation du marché du travail ces derniers mois et des pressions inflationnistes toujours élevées, la Réserve fédérale devrait maintenir son taux directeur dans sa fourchette cible actuelle de 3,5 % à 3,75 % jusqu'au milieu de l'année. Nous prévoyons deux réductions de taux supplémentaires d'un quart de point d'ici la fin de l'exercice.

L'économie canadienne est aux prises avec les droits de douane élevés des États-Unis

- L'incertitude commerciale persiste et devrait continuer d'avoir des répercussions sur l'économie. La croissance devrait s'établir à 1,1 % en 2026 et à 1,8 % en 2027. Les solides hausses du taux d'emploi des derniers mois ont contribué à faire baisser le taux de chômage, qui a atteint 6,5 % en janvier. La croissance de l'emploi devrait ralentir, mais le taux de chômage devrait rester relativement stable en raison de la faible croissance de la population active.
- L'inflation globale des prix à la consommation était de 2,3 % (sur 12 mois) en janvier, tandis que les mesures d'inflation de base de la Banque du Canada ont baissé à 2,5 % en moyenne. Compte tenu de la forte incertitude économique qui persiste et de la baisse de l'inflation, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale laisse les taux inchangés pour le reste de l'année.

Notes en fin de texte

Notes explicatives des diapositives 3 à 6

Diapositive 3

1. Les dépôts sont établis en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au cours du trimestre. Les Services bancaires aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de Schwab.
2. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au cours du trimestre.
3. Tient compte des actifs administrés par les Services d'investissement TD Inc., qui font partie du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.
4. Pour en savoir plus sur cette mesure, se reporter à la section « Glossaire » du rapport de gestion du T1 2026, lequel est intégré par renvoi.
5. Pour les quatre trimestres consécutifs.
6. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au cours du trimestre.
7. Le nombre de clients des Services bancaires aux États-Unis englobe les clients des Services bancaires aux consommateurs, de Financement auto TD et de Gestion de patrimoine.
8. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, et les GAB de la TD au Canada. Le nombre total de GAB comprend les GAB en et hors succursale, les GAB mobiles et les GAB de la TD aux États-Unis.
9. Les utilisateurs ayant ouvert au moins une session sur leur appareil mobile au cours des 90 derniers jours.

Diapositive 4

1. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNS et CIBC).
2. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Aux États-Unis, il s'agit de Citigroup Inc., Bank of America Corporation, JPMorgan Chase & Co., Wells Fargo & Company et U.S. Bancorp.
3. La Banque dresse ses états financiers intermédiaires consolidés selon les Normes internationales d'information financière (NIIF) et désigne les résultats dressés selon les NIIF, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, telles que les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés) et les ratios non conformes aux PCGR, afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. La Banque croit que les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les mesures financières non conformes aux PCGR et les ratios non conformes aux PCGR utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les NIIF et pourraient donc ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter aux sections « Événements importants », « Notre rendement » ou « Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque (accessible au www.td.com/francais/investisseurs et au www.sedarplus.ca), lequel est intégré par renvoi, pour de plus amples renseignements, la liste des éléments à noter et le rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés.
4. Cette mesure a été calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du Bureau du BSIF.

Diapositive 5

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le résultat du secteur Siège social est exclu. Les pourcentages peuvent ne pas totaliser 100 % du fait qu'ils sont arrondis.

Diapositive 6

1. Se reporter à la diapositive 3, note 4.
2. Consulter la diapositive 4, note 3.
3. Les cibles financières à moyen terme et pour l'exercice 2026 de la Banque sont fondées sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques inhérents et des incertitudes. Les résultats peuvent varier en fonction des conditions économiques, notamment du taux de chômage, des taux d'intérêt, et de la croissance ou de la contraction économique, du contexte d'exploitation, y compris les exigences réglementaires, le contexte politique, et le portrait de la concurrence. Les hypothèses de la Banque concernant le rendement futur de l'entreprise, notamment les conditions de crédit et les conditions selon le rendement, les incertitudes commerciales et liées aux politiques, les facteurs et conditions propres à l'emprunteur ou à l'industrie, et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères peuvent également avoir des répercussions sur les résultats. Ces hypothèses sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs qui sont hors du contrôle de la Banque, notamment ceux qui sont énoncés au début de cette présentation. Se reporter à la diapositive 1 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la TD pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.
4. Les bénéfices avant impôts et provisions sont une mesure financière non conforme aux PCGR qui se calcule habituellement en soustrayant les charges des produits. Au niveau de la Banque, la TD calcule les bénéfices avant impôts et provisions en établissant la différence entre les produits rajustés (en \$ US pour les Services bancaires aux États-Unis), déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance, et les charges rajustées (en \$ US pour les Services bancaires aux États-Unis), majorée de la quote-part de la PPC revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque. Collectivement, ces rajustements fournissent une mesure des bénéfices avant impôts et provisions qui, selon la direction, reflète mieux le rendement sous-jacent.
5. Le levier d'exploitation est une mesure non conforme aux PCGR que la Banque calcule en établissant la différence entre le pourcentage de la variation des produits rajustés (en \$ US pour les Services bancaires aux États-Unis), déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance et des charges rajustées (en \$ US pour les Services bancaires aux États-Unis), majorée de la quote-part de la PPC revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque. Collectivement, ces rajustements fournissent une mesure du levier d'exploitation qui, selon la direction, reflète mieux le rendement sous-jacent.
6. Le ratio d'efficacité (déduction faite des charges afférentes aux activités d'assurance) est un ratio non conforme aux PCGR. L'ajustement des charges afférentes aux activités d'assurance fournit une mesure de l'efficacité que la direction estime plus révélatrice du rendement sous-jacent.
7. La TD calcule l'accumulation interne de capitaux propres rajustés en soustrayant le résultat net ajusté après impôts, les dividendes ainsi que la croissance des actifs pondérés en fonction des risques (abstraction faite des mises à jour du modèle et de la méthodologie et des opérations de change), ce qui est ensuite converti en incidence en points de base sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. L'accumulation des capitaux mesure la performance de la génération de capitaux supplémentaires.

Notes explicatives des diapositives 11 à 13

Diapositive 11

1. Consulter la diapositive 4, note 3.
2. Se reporter à la diapositive 3, note 4.
3. Consulter la diapositive 6, note 3.
4. Pour estimer ses prévisions en matière d'augmentation des charges, la Banque a supposé que les trois facteurs suivants liés aux charges rajustées de la Banque pour l'exercice 2026 seraient identiques à ceux de l'exercice 2025 : i) une rémunération variable au sein des Services bancaires de gros et de Gestion de patrimoine; ii) l'incidence des taux de change et iii) la majoration de la quote-part de la PPC revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque. Les hypothèses de la Banque sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs qui sont sous le contrôle et hors du contrôle de la Banque, notamment l'exactitude des prévisions de la Banque en matière de rémunération des employés et de prestations d'avantages sociaux, les incidences du rendement de l'entreprise sur la rémunération variable, l'inflation, le rythme des initiatives de productivité dans l'ensemble de l'entreprise et les dépenses imprévues, comme les dossiers litigieux. Se reporter à la diapositive 1 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la TD pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.
5. La fourchette estimative de la PPC de la Banque est fondée sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques inhérents et des incertitudes. Les résultats peuvent varier en fonction des conditions et du rendement économiques ou de crédit, notamment du niveau de chômage, des taux d'intérêt, de la croissance ou de la contraction économique, et des facteurs et conditions de crédit propres à l'emprunteur ou au secteur, et tiennent compte des incertitudes commerciales et liées aux politiques. L'estimation de la PPC de la Banque est assujettie à des risques et à des incertitudes, notamment ceux qui sont énoncés à la diapositive 1 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque.
6. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée/moyenne du montant net des prêts.

Diapositive 12

1. Les attentes de la Banque à l'égard du programme de restructuration sont assujetties à des incertitudes inhérentes et sont fondées sur les hypothèses de la TD à l'égard de certains facteurs, notamment le taux d'attrition naturelle, les occasions de réaffectation des talents, les années de service, le calendrier d'exécution des mesures et l'incidence des opérations de change. Se reporter à la diapositive 1 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la TD pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.
2. Les attentes de la Banque en matière d'économies des coûts pour l'exercice 2026 et d'économies des coûts annualisées à moyen terme sont fondées sur les hypothèses prospectives de la TD, y compris la situation économique générale, l'incidence des taux de change et le contexte d'exploitation, notamment le contexte réglementaire, juridique et politique. Ces hypothèses sont assujetties à des incertitudes inhérentes et peuvent varier en fonction de facteurs qui sont hors du contrôle de la Banque, notamment ceux qui sont énoncés au début de cette présentation. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.

Diapositive 13

1. Tel qu'il a été déclaré dans le rapport de gestion de 2024 de la TD, la Banque a convenu, le 10 octobre 2024, d'une résolution (la « résolution globale ») à l'égard d'enquêtes déjà divulguées liées à ses programmes relatifs à la conformité à la Bank Secrecy Act (BSA) et de lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA), à la suite d'une collaboration et d'un engagement actif avec les autorités et les organismes de réglementation (collectivement, le « programme de LCBA-BSA aux États-Unis »). La Banque et certaines de ses filiales aux États-Unis ont consenti à des ordonnances auprès de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), du Federal Reserve Board et du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN). Elles ont également conclu une entente sur le plaidoyer avec la Money Laundering and Asset Recovery Section, Criminal Division du département de la Justice et le bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. La Banque met l'accent sur le respect des modalités des ordonnances sur consentement et des ententes sur le plaidoyer, y compris sur le respect des exigences relatives aux mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque. En outre, la Banque entreprend d'améliorer les programmes de LCBA, de lutte contre le financement d'activités terroristes et de sanctions (« programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise »). Pour en savoir plus sur la résolution globale, les mesures correctives à apporter au programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque, les activités d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise et les risques associés à ce qui précède, consulter la diapositive 1 de cette présentation et les sections « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » et « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs – Mesures correctives visant le programme de LCBA-BSA et le programme de LCBA de la TD » du rapport de gestion 2025 de la Banque, et la section « Mise à jour sur les activités de redressement du programme de LCBA-BSA aux États-Unis de la Banque et d'amélioration du programme de LCBA à l'échelle de l'entreprise » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque.

Notes explicatives des diapositives 14 à 21

Diapositive 14

1. Les attentes de la Banque concernant les cibles à moyen terme en matière de produits supplémentaires et d'économies de coûts générées par l'IA sont sujettes à des incertitudes inhérentes et sont fondées sur des hypothèses de la TD concernant certains facteurs, notamment les conditions générales de l'économie et du marché, ainsi que l'établissement des priorités et le calendrier des investissements commerciaux à réaliser par rapport aux feuilles de route de livraison. Se reporter à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les risques et les incertitudes pouvant avoir une incidence sur les estimations de la Banque.
2. <https://www.interac.ca/fr/contenu/actualites/les-clients-de-staples-bureau-en-gros-sont-les-premiers-a-profiler-de-la-nouvelle-solution-de-commerce-electronique-dinterac-konek/>
3. <https://openinventionnetwork.com/open-invention-network-unveils-oin-2-0-to-enable-the-next-era-of-open-source-patent-protection/>
4. <https://www.bintelligence.com/posts/2026-big-innovation-awards-159-trailblazers-prove-where-innovation-is-really-happening>

Diapositive 15

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
2. Canada : D'après les Services bancaires personnels, Placements directs et les Services bancaires aux entreprises. États-Unis : D'après les Services bancaires de détail et les Services bancaires aux PME aux États-Unis.
3. Consulter la diapositive 3, note 9.
4. Toutes les opérations financières traitées au moyen de canaux non assistés (en ligne, mobile, GAB et système RVI).
5. Part des comptes dont le titulaire de compte est inscrit aux options numériques en libre-service à la fin du trimestre.
6. Nombre d'opérations effectuées en libre-service sur la plateforme MonAssurance.
7. Les objectifs numériques à moyen terme de la Banque reposent sur des hypothèses prospectives comportant des risques et des incertitudes inhérents et sont fondées sur des hypothèses de la TD concernant certains facteurs, notamment les conditions générales de l'économie et du marché, ainsi que l'établissement des priorités et le calendrier des investissements commerciaux à réaliser par rapport aux feuilles de route de livraison. Se reporter à la diapositive 1 et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque pour en savoir plus sur les risques et les incertitudes qui pourraient avoir une incidence sur les objectifs de la Banque.
8. DDM = 12 derniers mois.

Diapositive 16

1. Source : Rapport 2026 de Brand Finance sur les 500 meilleures marques dans le monde.

Diapositive 18

1. Provision totale de pertes sur prêts sous forme de pourcentage des prêts bruts et acceptations.
2. Le premier trimestre de 2020 correspond à la couverture des provisions avant la pandémie. L'année 2020 marque le sommet de la couverture des provisions durant la pandémie.

Diapositive 19

1. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2017, la Banque a adopté la NIIF 9, qui remplace les lignes directrices de la norme IAS 39. La Banque a pris la décision de ne pas retraiter l'information financière des périodes comparatives et a comptabilisé tout écart d'évaluation entre les valeurs comptables antérieures et les nouvelles valeurs comptables au 1^{er} novembre 2017 par un rajustement du solde d'ouverture du résultat non distribué. Par conséquent, les résultats des exercices 2018 et après reflètent l'adoption de la NIIF 9, tandis que les résultats des périodes antérieures reflètent l'application de la norme IAS 39.

Diapositive 20

1. La LDCVD aux États-Unis comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Comprend les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Diapositive 21

1. La provision aux États-Unis comprend le portefeuille international.
2. Ratio de couverture : provision totale pour pertes sur créances sous forme de pourcentage des prêts bruts.
3. La quote-part des partenaires du portefeuille de cartes stratégiques aux É.-U. renvoie à la quote-part des partenaires des programmes de détaillants associée à la PPC du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis.
4. Les prêts à la consommation et les autres prêts aux particuliers comprennent les portefeuilles de LDCVD, de prêts auto indirects et les autres portefeuilles de services bancaires personnels.
5. La fourchette estimative de la PPC de la Banque est fondée sur des hypothèses prospectives qui comportent des risques inhérents et des incertitudes. Les résultats peuvent varier en fonction des conditions et du rendement économiques ou de crédit, notamment du niveau de chômage, des taux d'intérêt, de la croissance ou de la contraction économique, et des facteurs et conditions de crédit propres à l'emprunteur ou au secteur, et tiennent compte des incertitudes commerciales et liées aux politiques. L'estimation de la PPC de la Banque est assujettie à des risques et à des incertitudes, notamment ceux qui sont énoncés à la diapositive 1 de cette présentation et à la section « Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs » du rapport de gestion du T1 2026 de la Banque.

Notes explicatives des diapositives 22 à 30



Diapositive 22

1. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts/acceptations et prêts bruts par portefeuille.

Diapositive 23

1. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée/moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
2. Les ratios PPC nets de la Banque et des Services bancaires aux États-Unis excluent les pertes sur créances associées à la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.
3. Les ratios PPC bruts de la Banque, des Services bancaires aux États-Unis et du Siège social comprennent la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis qui est comptabilisée dans le secteur Siège social.
4. Consulter la diapositive 4, note 3.

Diapositive 24

1. Les PPC pour prêts douteux représentent la PPC à l'étape 3 en vertu de la NIIF 9; les PPC pour prêts productifs représentent les actifs financiers, les engagements de prêts et les garanties financières aux étapes 1 et 2.

Diapositive 25

1. Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances à l'étape 3 (actifs dépréciés) sur prêts en % de la moyenne des prêts et acceptations nets, sur une base trimestrielle annualisée. D'après surtout la région géographique responsable de l'enregistrement de l'opération. Données internationales non affichées. Comprend les prêts évalués à la JVAERG. Comprend la provision pour les instruments hors bilan.

Diapositive 26

1. À l'exclusion du secteur Gestion de patrimoine et Assurance et du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros.
2. Le rapport prêt-valeur actuel du portefeuille de CGBI est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} et pondéré en fonction de l'exposition totale, en fonction du solde à payer du prêt hypothécaire ou de la limite de crédit autorisée de la LDCVD pour les risques assurés et non assurés, à l'exclusion du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros. L'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} est une marque de commerce de Teranet Enterprises Inc. et de la Banque Nationale du Canada, dont l'utilisation interne réservée à l'équipe Crédit garanti par des biens immobiliers de La Banque Toronto-Dominion est autorisée en vertu d'une licence. Les données et les indicateurs de l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale^{MC} sont utilisés avec la permission de Teranet Inc. et de la Banque Nationale du Canada. Le contenu de ce document et les produits qui y sont liés ne sont ni approuvés, vendus ou promus par Teranet, la Banque Nationale du Canada, ou leurs fournisseurs ou sociétés affiliées. Ni Teranet, la Banque Nationale du Canada ou leurs concédants de licence de données tiers, ni leurs sociétés affiliées, ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, et nient expressément toute garantie portant sur la qualité marchande, le caractère adéquat pour un objectif ou usage particulier, la pertinence, l'exactitude, l'opportunité ou l'exhaustivité relatives au produit ou à des produits connexes. Sans limiter la généralité de ce qui précède, en aucune circonstance Teranet, la Banque Nationale du Canada, leurs concédants tiers ou leurs sociétés affiliées ne seront responsables des dommages ou des pertes résultant d'erreurs, d'omissions ou de retards liés à la diffusion de l'indice, ni de tout dommage direct, spécial, punitif ou accessoire, même s'ils ont été informés de la possibilité de tels dommages, que ce soit en vertu de la théorie de la responsabilité contractuelle, délictuelle, sans faute ou autre.
3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Diapositive 27

1. Ne tient pas compte de la portion renouvelable de la LDCVD et du portefeuille de prêts hypothécaires des Services bancaires de gros.
2. Se reporter à la diapositive 26, note 2.
3. Se reporter à la diapositive 26, note 3.
4. L'amortissement comprend les prêts dont les paiements contractuels au montant fixe ne suffisent plus pour couvrir les frais d'intérêts calculés en fonction des taux en vigueur au 31 janvier 2026.
5. La cote de crédit moyenne est pondérée selon l'exposition.
6. Le CGBI consenti aux investisseurs représente le CGBI pour lequel la garantie est un immeuble de placement non occupé par le propriétaire.

Diapositive 28

1. Comprendent les prêts des Services bancaires aux PME et les prêts sur cartes de crédit Affaires.
2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
3. Le secteur industriel/manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et les Services bancaires de gros.
4. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Diapositive 29

1. Consulter la diapositive 20, note 1.
2. Le rapport prêt-valeur est calculé selon le Loan Performance Home Price Index, en fonction du solde à payer du prêt hypothécaire ou de la limite de crédit autorisée de la LDCVD.

Diapositive 30

1. Consulter la diapositive 28, note 2.
2. Consulter la diapositive 28, note 3.
3. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les produits forestiers, les métaux et mines, les produits pétroliers et gaziers ainsi que d'autres secteurs.

Notes explicatives des diapositives 31 à 37

Diapositive 32

1. Les mesures relatives aux capitaux propres et aux liquidités ont été calculées conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres, les exigences de levier et les normes de liquidité du BSIF.
2. Consulter la diapositive 4, note 3.
3. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Diapositive 33

1. Consulter la diapositive 32, note 1.
2. Rend compte des créances impayées et converties au taux de change en date du 31 janvier 2026. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
3. Cette mesure a été calculée conformément à la ligne directrice Normes sur la capacité totale d'absorption des pertes (normes CTAP) du BSIF.
4. Comprend la valeur nominale des titres de créance à long terme de premier rang non garantis impayés émis le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont la durée restante jusqu'à l'échéance est supérieure à un an. Les titres de créance à long terme de premier rang non garantis dont l'échéance initiale est moins de 400 jours ne sont pas admissibles pour recapitalisation interne et ne sont pas considérés comme des CTAP.

Diapositive 34

1. Les dépôts d'entreprises excluent le financement de gros.
2. Selon les données du BSIF sur la part de marché des produits.
3. Selon le total de l'actif. À l'exception de Goldman Sachs et de Morgan Stanley. Source : S&P Global Market Intelligence.
4. Se reporter à la diapositive 3, note 7.
5. Les mesures relatives aux liquidités ont été calculées conformément aux lignes directrices sur les normes de liquidités du BSIF.

Diapositive 35

1. Au 31 janvier 2026. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. Sous réserve de la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne des banques.
3. Les notes tiennent compte des notes attribuées aux créances de premier rang de sociétés de portefeuille.
4. Se reporter à la diapositive 4, note 1.
5. Se reporter à la diapositive 4, note 2.

Diapositive 36

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
2. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.
3. Comprend les billets avec remboursement de capital à recours limité, les actions privilégiées et les titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1.

Diapositive 37

1. Exclut certains billets de placements privés et billets structurés.
2. En dollars canadiens, au taux de change du 31 janvier 2026.
3. Représente des titres adossés à des créances hypothécaires émis à des investisseurs externes seulement.
4. Comprend les billets avec remboursement de capital à recours limité, les actions privilégiées, les titres de créance subordonnés et les titres de créance à durée indéterminée de catégorie 1. Les titres de créance subordonnés comprennent certains billets de placements privés. Ces effets ne sont pas considérés en tant que financement de gros étant donné qu'ils peuvent être engagés essentiellement à des fins de gestion des capitaux propres.

Notes explicatives des diapositives 39 à 46

Diapositive 39

1. Le rapport prêt-valeur actuel est calculé selon l'indice des prix des maisons Teranet – Banque Nationale et pondéré en fonction du solde.
2. Calculés sur la base des équivalents en dollars canadiens selon le taux de change applicable à la date de l'émission.
3. Consulter la diapositive 35, note 1.
4. La Covered Bond Label Foundation et ses sociétés affiliées ne sont pas associées aux obligations sécurisées de la TD; elles ne les approuvent pas et elles ne formulent aucune recommandation à leur égard.

Diapositive 40

1. Les actions privilégiées et les titres de créance subordonnés autres que des FPUNV émis le 23 septembre 2018 ou après cette date seraient également visés.
2. Au moment de déterminer le multiplicateur, la SADC doit tenir compte de l'exigence, prévue dans la *Loi sur les banques* (Canada), selon laquelle les banques doivent maintenir un capital suffisant et les instruments de recapitalisation interne de rang égal admissibles doivent être convertis dans la même proportion et recevoir le même nombre d'actions ordinaires par dollar afférent à la créance qui est convertie.

Diapositive 41

1. Initialement, les actifs détenus dans la fiducie comprendront la série d'actions privilégiées émises dans le cadre de chaque série de billets de capital à recours limité. Après l'émission des billets de capital à recours limité, les actifs détenus dans la fiducie peuvent également comprendre i) les actions ordinaires émises lors d'un événement déclencheur, ii) les espèces liées au rachat de la série d'actions privilégiées, ou à son achat par la Banque aux fins de résiliation, ou iii) une combinaison de ces possibilités, selon les circonstances.
2. En vertu des lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF relatives au chapitre 2 – Définition des fonds propres, en vigueur depuis novembre 2024, chaque situation suivante représente un événement déclencheur : i) le surintendant annonce publiquement qu'il n'estime plus la Banque viable, ou qu'elle est sur le point de le devenir, et qu'une fois tous les instruments d'urgence convertis ou radiés, selon le cas, et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents ou appropriés, il est raisonnablement probable que la viabilité de l'institution en question sera rétablie ou maintenue; ii) l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement du Canada ou de l'administration d'une province, sans laquelle le surintendant aurait déterminé la Banque non viable.

Diapositive 42

1. Lien vers la déclaration complète du BSIF : <http://osfi-bsif.gc.ca/fr/nouvelles/bsif-reitere-ses-consignes-sur-instruments-autres-elements-fonds-propres-categorie-1-instruments>.
2. Ce tableau comparatif est fourni à titre indicatif et vise à mettre en évidence les différences dans les pratiques du marché. Les données proviennent de sources publiques.
3. Le 9 décembre 2024, l'Australian Prudential Regulation Authority (APRA) a annoncé son intention de retirer progressivement les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires des banques australiennes à compter du 1^{er} janvier 2027. L'APRA permettra aux fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de compter comme catégorie 2 jusqu'à leur première date d'appel prévue d'ici 2032.

Diapositive 43

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Diapositive 45

1. Services économiques TD, février 2026. Pour obtenir des analyses et des études sur l'économie récentes, consulter le site <https://economics.td.com/French>.

Diapositive 46

1. Consulter la diapositive 45, note 1.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :

416-308-9030 ou 1-866-486-4826

Courriel :

tdir@td.com

Site Web :

www.td.com/francais/investisseurs